LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 10/83 - Brigades Rouges: deux communiqués au Procès Moro, par le PCC et par le PGPM / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologies / ARC: Communiqué / PCE(r) et G.R.A.P.O.: Communiqué des prisonniers.



elle n'a pas manqué de les mettre en oeuvre à l'occasion de ce procès.

Nous laissons aux idiots leurs illusions : le mouvement révolutionnaire et le Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain se chargeront de démontrer quelle est la réalité.

Dans cette conjoncture, la refondation de l'Etat Impérialiste des Multinationales est le programme à travers lequel la Bourgeoisie Impérialiste redéfinit - par une série d'interventions économiques, politiques, militaires, etc. - son Etat en Etat pour la guerre totale au Prolétariat Métropolitain.

La contreoffensive bourgeoise qui s'incarne dans ce projet est la réponse à la maturité politique atteinte par les mouvements de classe de notre pays et à la crise économique et sociale qui les produit, dans le cadre de la crise plus générale qui, de manière croissante, est en train de secouer violemment l'impérialisme et le socialimpérialisme.

Le projet de refondation de l'Etat Impérialiste des Multinationales en Etat pour la guerre totale au Prolétariat Métropolitain est profondément défensif. En effet, il accentue encore plus les contradictions, tant au niveau économique - en reproduisant à une échelle toujours plus grande les contradictions produites par la crise historique générale que nous sommes en train de traverser - qu'au niveau social, puisque la crise de l'impérialisme agonisant dans la phase de la domination réelle totale du capital se manifeste comme **inimitié absolue** entre bourgeoisie et prolétariat dans tous les rapports sociaux.

Les puissantes causes objectives qui poussent la Bourgeoisie Impérialiste à anéantir le Prolétariat Métropolitain travaillent pour la révolution sociale totale et poussent le Prolétariat Métropolitain à anéantir la bourgeoisie.

De la Campagne de Printemps 78 aux Campagnes Printemps-Eté 81 (5), la bourgeoisie est contrainte à suivre l'initiative révolutionnaire ! En cela, la refondation de l'Etat a un caractère irrémédiablement défensif.

Le projet de refondation de l'Etat Impérialiste des Multinationales en Etat pour la guerre totale au Prolétariat Métropolitain, justement parce que son contenu est profondément défensif, recouvre des formes extrêmement offensives.

Comme dit Mao : "Tous les réactionnaires ont une double nature : ils sont en même temps de vrais tigres et des tigres de papier„.

Le programme du gouvernement Spadolini, en particulier dans le saut de qualité développé en janvier, a montré et montre encore les "dents d'acier„ du vrai tigre.

En effet, de janvier à aujourd'hui, ce ne sont pas peu de cartes qui ont été jouées :
- l'institutionnalisation de la torture donnant carte blanche aux corps spéciaux antiguérilla ;

Brigades Rouges: Communiqué n°1 au Procès Moro. Le Parti de Guérilla du Prolétariat Métropolitain.

FAIRE LE PROCES DE LA REVOLUTION EST IMPOSSIBLE !

Le procès que la Bourgeoisie Impérialiste estime aujourd'hui devoir et pouvoir célébrer est une étape fondamentale du procès de refondation de l'Etat Impérialiste des Multinationales en Etat pour la guerre totale contre le Prolétariat Métropolitain. La Bourgeoisie Impérialiste s'illusionne de pouvoir, de cette manière, liquider définitivement la stratégie de la Lutte Armée ! Depuis désormais des mois, un message est martelé à travers les scribes de régime, en un crescendo continu, à l'égard de tous les prolétaires : "la guérilla est désormais liquidée !„. Cela serait démontré - selon la propagande bourgeoise - par les centaines d'arrestations de ces derniers mois : la guérilla serait maintenant isolée des masses. La Campagne de Printemps (1) aurait été "le début de la fin„. A partir de là, les ruptures se seraient succédées et, en conséquence, même les secteurs de mouvement les plus proches de la guérilla auraient progressivement abandonné l'hypothèse stratégique lancée par les Brigades rouges avec la Campagne de Printemps et synthétisée dans les deux mots d'ordre : "Porter l'attaque à l'Etat Impérialiste des Multinationales„ et "unifier le mouvement révolutionnaire en construisant le Parti communiste combattant„.

Pour exagérer les défaites tactiques de la Lutte Armée, la bourgeoisie se fait forte des saloperies écrites par les traîtres que les médias bourgeois s'obstinent à appeler "repentis„.

Le "projet repentis„ qui s'articulait uniquement autour de l'usage du tristement célèbre article 4 (2), a été profondément désarticulé par une vaste et incisive initiative qui s'est développée à l'intérieur du mouvement révolutionnaire et des mouvements de masse contre les infâmes de tout acabit (de l'exécution de Waccher à celle de Viele), qui a culminé avec la Campagne Peci et a ensuite été développée par les prolétaires prisonniers de Cuneo avec l'exécution du crocodile infâme Soldati (3). Pour cela, la bourgeoisie redéfinit aujourd'hui sa tentative de battre la guérilla de son sein autour d'un nouveau projet : la stratégie de reddition. Les formes de la dissociation et de la collaboration active s'articulent ainsi du "projet repentis„ jusqu'à la "solution politique au terrorisme„, entendue comme tractation entre Etat et individus, entre Etat et Occ. Et c'est ainsi que les traîtres et les rendus sont utilisés pour soutenir les thèses de la bourgeoisie sur la liquidation de la guérilla : de Savasta à Buonavita, de Peci à Buzzati (4). L'Etat confie à chacun d'eux un rôle précis pour la reconstruction d'une mémoire sur les Brigades Rouges et sur le mouvement révolutionnaire qui doit démontrer la faillite et l'absence totale de perspectives de la stratégie guérillera. Nous ne connaissons que trop bien la rengaine : le bilan que les infâmes et les rendus tracent à partir de la mémoire hallucinée de leur expérience dans les Occ doit démontrer que la guérilla s'est totalement détachée des motivations sociales qui l'ont produite. Une soudure gagnante entre initiative de Parti et mouvement de masse serait impossible, et pour cela la seule issue resterait la tractation de la reddition à travers la négociation politique avec l'Etat.

La bourgeoisie veut à tout prix démontrer l'impossibilité de la transition au communisme comme unique perspective pour le Prolétariat Métropolitain de sortir de la crise. Pour opérer cette mystification, elle utilise tous les instruments qu'elle a à sa disposition et

- l'extension maxima de la différenciation et de l'isolement des prisonniers à partir de l'application de l'article 90 (6) dans les prisons spéciales, à l'isolement prolongé pour les nouveaux arrêtés, à l'abolition de fait de l'institution de l'avocat défenseur ;
- la plus grande articulation de la différenciation dans les usines à travers l'usage calibré et raffiné de la cassa integrazione, des licenciements, de la mobilité territoriale ;
- le développement toujours plus raffiné de la contreguérilla psychologique à travers la création de faux repentis et l'utilisation des saloperies des infâmes ;
- la mise en vigueur de la super-instruction pour insurrection armée contre l'Etat, gérée pour le compte de l'Exécutif par les diligents magistrats de guerre du Parquet de Rome qui ont la prétention d'instruire un procès définitif de la guérilla métropolitaine afin d'émettre une sentence de mort à l'encontre de la guerre de classe pour le Communisme.

Mais, à la dialectique crise-restructuration-destruction-anéantissement de la Bourgeoisie Impérialiste s'oppose la dialectique destruction-construction du Prolétariat Métropolitain.

Dans la destruction du système de pouvoir bourgeois vit la construction du Système du Pouvoir Rouge !
Dans la construction du Système du Pouvoir Rouge se concrétise la destruction du pouvoir bourgeois !

Pour battre la contreoffensive de l'Etat Impérialiste des Multinationales, relancer l'offensive révolutionnaire !
Reprendre l'offensive pour organiser la transition au communisme et construire le Système du Pouvoir Rouge !

De nouveaux mouvements de masse se sont développés dans les derniers mois, produits par la radicalisation de la crise de l'impérialisme. Le tournant dans la politique économique engagée par Reagan, centrée sur le soutien au dollar, a mené les USA à décharger sur les "alliés„ les coûts de la crise. Notre pays, comme anneau faible de l'impérialisme, se retrouve à payer les prix les plus lourds et à subir les contradictions les plus déchirantes. Tout cela produit des mouvements de masse qui, par-delà leur apparente absence d'homogénéité et les différents niveaux d'antagonisme qu'ils expriment, se définissent comme des mouvements durables et unitaires, parce qu'unifiés par la cause objective qui les produit : la crise historique générale du mode de production capitaliste actuel.

De Turin à Naples, de la multinationale Fiat à celles de l'Etat, du coeur de la classe aux marginaux, des Grandes Maisons d'Arrêt Métropolitaines au circuit des prisons spéciales, les mouvements de masse s'annoncent plus vivaces que jamais en ce printemps 82 : cela en dépit des velléités de l'Etat qui voudrait assécher l'eau dans laquelle nage le poisson rouge de la guérilla, en dépit des funérailles que les infâmes voudraient faire au mouvement révolutionnaire, le plus vite possible. Ces mouvements se définissent potentiellement comme Mouvement de Masse Révolutionnaire en ce qu'ils s'opposent de manière offensive au mouvement de restructuration-destruction du capital, en le bloquant ; en ce sens, ils se situent directement sur le terrain du pouvoir. C'est à partir de leur pratique que nous saisissons les aspirations profondes du Prolétariat Métropolitain, auxquelles seul le Communisme, en tant que mouvement réel qui abolit l'ordre établi, peut donner une réponse.

C'est à ces mouvements que nous nous adressons dans notre pratique sociale qui vit dans cette salle dans les formes du **procès guérilla**, et qui, de cette manière, contribue à construire le Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain.

En pratiquant le procès guérilla, nous faisons vivre, **aujourd'hui ici**, dans le concret de la pratique sociale, le mot d'ordre **reprendre l'offensive** et nous dialectisons avec l'initiative de la guérilla qui, avec l'attaque contre ce bunker dans lequel vous êtes réduits à célébrer le procès, a plus que jamais démontré sa vitalité.

Reprendre l'offensive signifie développer les trois lignes directrices au long desquelles se réalise le Programme Politique Général de Conjoncture :
- l'attaque au coeur de l'Etat, c'est-à-dire l'attaque au projet stratégique de la Bourgeoisie Impérialiste, dans sa dimension conjoncturelle. Ce qui signifie aujourd'hui **désarticuler et détruire le projet de refondation de l'Etat Impérialiste des Multinationales, en liquidant et en dispersant le parti-régime, la Dc.** La Dc est l'axe porteur de la refondation de l'Etat Impérialiste des Multinationales. Désarticuler et liquider la Dc veut dire attaquer la refondation de l'Etat Impérialiste des Multinationales !

- la recomposition du Prolétariat Métropolitain dans la construction du Système du Pouvoir Rouge. Ce qui signifie, aujourd'hui, dialectiser l'initiative de parti avec les mouvements de masse du Prolétariat Métropolitain, en construisant l'anneau manquant du Système du Pouvoir Rouge : les organismes de Masse Révolutionnaires (OMR).

- la redéfinition pratique d'un authentique internationalisme prolétarien à partir du développement de la révolution dans notre pays. Ce qui signifie aujourd'hui, contre les asphyxiantes théorisations sur l'internationalisme combattant, développer la dialectique entre Parti et mouvement de masse qui lutte contre l'impérialisme et le socialimpérialisme. Construire l'unité des guérillas qui combattent au coeur des métropoles pour le Communisme. Soutenir la lutte des peuples et des pays qui luttent contre l'impérialisme et le socialimpérialisme. Anéantir tout type d'impérialisme !
Ou il y aura le communisme pour tous, ou il n'y aura de communisme pour personne !

Consolider le Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain, aller au-delà de l'agir en Organisation Communiste Combattante (OCC).

Dans le mouvement révolutionnaire, les derniers mois ont été riches de transformations et de développements. Nous avons assisté à la défaite du militarisme qui, à cause de son réductionnisme, ne peut que se vriller sur lui-même dans la reproduction d'actions qui se préoccupent uniquement d'attaquer l'appareil de la bourgeoisie impérialiste, à des niveaux toujours plus élevés, en niant la dialectique entre parti et besoins immédiats du Prolétariat Métropolitain. A partir de la défaite politique et militaire subie avec l'action Dozier, le militarisme campe sur la "retraite stratégique„, en se faisant l'illusion que l'unique possibilité de définir une riposte adéquate à la contreoffensive bourgeoise soit en se "retirant„, en se dissolvant au sein des masses et en arrêtant sa propre initiative pour élaborer une théorie révolutionnaire adéquate. Ces camarades ne comprennent pas que l'unique théorie révolutionnaire ne peut naître et vivre que dans la dialectique constante avec la praxis révolutionnaire. Ils ne comprennent pas que la praxis est vérification de la théorie, mais aussi procès de transformation de la réalité et, en ce sens, procès de transformation du parti lui-même pour l'adapter aux tâches complexes de transformation de la matière sociale.

Il n'y a pas de praxis révolutionnaire sans théorie révolutionnaire !
Il n'y a pas de théorie révolutionnaire sans praxis révolutionnaire !

Mais, il y a plus : dans la métropole impérialiste, il n'existe pas de zones de neutralité ni de zones libérées dans lesquelles la guérilla pourrait se retirer.

Là où le Pouvoir Rouge n'arrive pas à détruire le pouvoir bourgeois, le pouvoir bourgeois croît en extension et en profondeur !

L'existence de la guérilla dans la métropole ne peut être donnée que par sa capacité à être constamment à l'offensive et à la tête des mouvements de masse du Prolétariat Métropolitain.

Il n'existe donc pas, pour la guérilla dans la métropole, de possibilités de se retirer dans le cours de la guerre de classe pour la transition au Communisme et la construction du Système du Pouvoir Rouge.

Dans la métropole, la retraite - à plus forte raison si elle est retraite stratégique - est **la mort** pour le prolétariat ! Mort de ses rapports sociaux en transformation, mort des besoins évolués qui mûrissent dans les luttes, acceptation de la rationnalité nécrophile du capital, jusqu'à la véritable mort physique

La perspective de la retraite stratégique dans la métropole n'est donc pas la condition de la reprise de l'offensive, comme elle pouvait l'être lors de la révolution chinoise, mais le plan incliné qui mène nécessairement à la liquidation du projet guérillero.

Au cours de ces mois, nous avons assisté à l'immobilisme forcené des lignes qui se sont arrêtées à l'agir en Occ, en s'arrêtant dans le processus de construction du Système du Pouvoir Rouge. Cet immobilisme est dû à

l'incapacité-impossibilité d'affronter et de trancher les noeuds que la guerre de classe met à l'ordre du jour, à travers les lignes subjectivistes - oscillant constamment entre économisme et militarisme - ou même des lignes néorévisionnistes.

Ces lignes finissent, en fait, par enfermer sa propre pratique sociale dans des secteurs de classe particuliers, à l'intérieur desquels elles réussissent sûrement à consolider une dialectique concrète et propositive par rapport aux mouvements de masse particuliers - par exemple le prolétariat prisonnier, ou même des secteurs particuliers de la classe ouvrière - sans cependant réussir à pratiquer le terrain aujourd'hui indispensable pour être parti : l'attaque au coeur de l'Etat à l'intérieur de la recomposition du Prolétariat Métropolitain pour la construction du Système du Pouvoir Rouge, dans la guerre de classe pour la transition au Communisme.

La ferme critique de parti à ces lignes erronées, "d'Occ„ est aujourd'hui le présupposé pour construire l'unité de toutes les forces sincèrement révolutionnaires, en les positionnant sur la ligne aujourd'hui la plus avancée.

Mais l'élément aujourd'hui dominant dans le mouvement révolutionnaire est le saut de qualité que la guérilla a accompli au cours de ces mois en commençant à affirmer avec clarté l'identité politique du Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain !

La ligne de parti, même si elle vit parmi mille difficultés, s'est construite à partir de la Campagne d'Urso (7), à travers les Campagnes Cirillo et Peci, en se caractérisant par la continuité de l'attaque au coeur de l'Etat, en se caractérisant par la multidimensionnalité de sa pratique sociale, en se caractérisant par sa capacité à être le parti qui construit le parti en constante interaction dialectique avec les mouvements de masse et les Organismes de Masse Révolutionnaires du Prolétariat Métropolitain, en se caractérisant enfin par l'importance qu'elle assigne à l'étude de la conception matérialiste de l'histoire, du matérialisme dialectique et de son développement dans le cours de la révolution prolétarienne, comme base indispensable à la construction d'une adéquate théorie révolutionnaire et de parti.

Dans la lutte contre les lignes erronées, au cours de la dernière année s'est construit un collectif de cadres communistes qui a dirigé les pratiques sociales les plus mûres des Campagnes Printemps-Eté 81 et qui, à partir de cela, a déjà commencé à effectuer le saut de Occ à parti.

Comme il n'y a pas eu de continuité linéaire entre la naissance et l'explosion du mouvement de masse de 68/69, la naissance et la croissance des "groupes„ la naissance de la Lutte Armée et des Brigades Rouges en particulier en 1970, de même aujourd'hui, il n'y a pas de linéarité dans le saut de Occ à parti ! Avec la rupture opérée par la ligne de parti vis-à-vis des lignes erronées, dans le feu de la pratique sociale des Campagnes Printemps-Eté 81, l'avant-garde communiste **n'a bien sûr pas construit le parti,** mais elle a démarré **un processus de fondation-construction du parti** à partir d'un corps de thèses organiques. La Résolution de la Direction Stratégique de 81, journal n°4 des Brigades Rouges (8), qui synthétise de manière organique ce corps de thèses, est pour nous un point d'arrivée décisif dans la bataille politique contre les lignes erronées, en particulier militaristes, organisativistes, subjectivistes et néorévisionnistes. Elle est un instrument indispensable pour **la fondation du parti.**
Le saut de qualité est un processus de construction qui a un point de départ historiquement défini, objectif et subjectif. En ce sens, la rupture par laquelle nous avons affirmé la fin historique du cycle d'Occ est déjà le début du parti : **le parti qui construit le parti !**

Après la rupture que représente la première étape du saut au parti, il y a le parti, mais il est encore une Occ, en ce sens qu'il représente le nouveau qui vit encore dans l'ancien. Saisir le nouveau qui avance et détruire le vieux qui n'est pas encore mort et ne peut être mort, non seulement dans le rapport entre parti et Occ, mais aussi dans le parti lui-même ! Rien ne doit subsister de l'agir en Occ ! Combien est longue et complexe la route pour atteindre cet objectif, le démontrent les défaites tactiques que la guérilla a subi après la grande offensive des Campagnes Printemps-Eté. Ces défaites n'arrêtent pas la croissance du mouvement révolutionnaire, elles ne peuvent interrompre la construction du Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain, elles ne sont que des batailles perdues, des défaites tactiques inscrites dans le saut que l'ensemble du mouvement révolutionnaire, à partir de son avant-garde communiste, a fait et continue de faire.

En 81, un cycle du processus révolutionnaire dans notre pays s'est clos par une rupture avec le passé : les Brigades ont démontré, dans leur pratique sociale, la capacité à être parti, en se posant comme direction du mouvement révolutionnaire et en déterminant les lignes directrices portantes du Programme Politique Général de Conjoncture.

Le saut d'Occ à Parti ne peut être refait à l'envers, il est définitivement fixé dans la pratique sociale et dans la théorie des Brigades Rouges. Le Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain a commencé à parcourir sa route pour organiser la transition au Communisme et construire le Système du Pouvoir Rouge ! Les défaites tactiques sont des moments inévitables qui doivent être transformés en moments de réflexion et de croissance sur le plan stratégique. La défaite tactique de janvier n'est pas le fruit d'erreurs techniques, militaires, mais la démonstration que le parti n'avait pas encore résolu les problèmes essentiels de son identité-capacité de projet. Apprendre de cette vague d'arrestations momentanée a signifié pour nous consolider le parti, en faisant un saut de qualité dans le processus de sa construction. Comme dit Mao : "Découvrir la vérité à travers la pratique et à travers la pratique développer la vérité et le point de vue de la vie, de la pratique, doit être le point de vue premier et fondamental de la théorie de la connaissance„.

La défaite tactique de janvier (9) est le fruit d'un rapport incorrect entre théorie et praxis qui vivait dans le parti. En ce sens, la consolidation du parti n'est pas un moment organisationnel, mais un saut dialectique qui redéfinit un rapport correct entre théorie et praxis.

Aux vautours idiots de la Bourgeoisie Impérialiste, à ceux qui croient pouvoir désarmer le Prolétariat Métropolitain et abattre les Brigades Rouges, nous rappelons que l'occupation et le déménagement de Santa Maria Capua Vetere et l'attaque contre ce bunker menée par des détachements armés de notre parti représentent la continuité et la relance de la guérilla à partir de la réaffirmation de la validité du Programme Politique Général de Conjoncture, sanctionné par la DS 1981 (10).

Comme le disent justement les camarades dans le tract du 14 avril, "le cycle commencé en 68 ne peut maintenant continuer qu'en accomplissant un saut de qualité : de premiers noyaux de guérilla, les Brigades Rouges deviennent maintenant Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain„.

Ce qui est en cours de manière permanente est le procès de la révolution à la contrerévolution !
Comme le disent encore les camarades : "Avec le "Procès Moro„ la Bourgeoisie Impérialiste a tenté de libérer ses propres songes de l'assaut de la guerre de classe. Le "procès Moro„ devait et veut être non seulement le procès des Brigades Rouges, de la guérilla métropolitaine et du mouvement révolutionnaire, mais aussi le procès d'une hypothèse révolutionnaire, la guerre de transition au Communisme. Le "procès Moro„ devait ratifier et sanctionner l'acte de mort de la révolution, mais le procès de la révolution est impossible !„.

Le procès d'Aldo Moro ne s'est pas conclu il y a quatre ans, parce qu'il était en réalité le procès d'une classe politique et du projet que celle-ci gère pour le compte de la Bourgeoisie Impérialiste. Le procès d'Aldo Moro a continué avec le procès Cirillo et continue sans interruption depuis quatre ans, même si les formes du projet ont changé : en 78, c'était le projet d'unité nationale autour de l'embrassade interclassiste Dc-Pci, aujourd'hui c'est le projet de la refondation de l'Etat Impérialiste des Multinationales en Etat pour la guerre totale au Prolétariat Métropolitain, autour de l'inamovibilité forcenée confirmée par des culs-de-pierre démochrétiens.

Le procès de cette classe politique qui gère le projet de la Bourgeoisie Impérialiste vit aujourd'hui dans le pays, comme il vit dans les formes du procès guérilla à l'intérieur de cette salle d'audience.

Tout comme le "procès Moro„ est un moment de la refondation de l'Etat, notre procès guérilla est un moment de la construction du parti !

Pour nous, aujourd'hui, pratiquer le procès guérilla ne signifie pas uniquement donner la parole aux mouvements de masse et relancer les mots d'ordre que la guérilla lance avec son initiative externe. Procès guérilla, pour nous, aujourd'hui, signifie être un point de référence clair pour la classe en développant une pratique sociale de guerre jusqu'à l'intérieur de cette salle d'audience. A l'intérieur des rapports de force plus généraux entre bourgeoisie et prolétariat, reprenons **l'offensive contre l'éphémère contreoffensive ennemie !**

Nous travaillerons dans cette salle d'audience pour reconstruire une mémoire prolétaire de 12 années de Lutte Armée : c'est à partir de ce terrain que notre présence dans ce bunker recouvre un caractère offensif et fait peur aux esclaves de la bourgeoisie, en ce qu'il détruit le projet de l'Etat qui voudrait nier l'histoire, l'identité et les motivations sociales de la guérilla, en la réduisant à une histoire de crimes sans perspectives !

Le pouvoir sur la mémoire est un aspect fondamental du contrôle social dans la métropole.

La mémoire est fonction de la projectualité et, pour cela, l'issue de la révolution sociale dans la métropole dépend aussi de la solution de la lutte de classe sur ce terrain. La mémoire bourgeoise tente de programmer les comportements prolétaires avec l'objectif précis de rendre les tensions de classe compatibles, mais cette tentative butte inexorablement contre l'irréductibilité de l'antagonisme prolétarien, fruit du caractère irrésolvable de la crise.
Le génocide de la mémoire prolétaire est pour la bourgeoisie la condition du contrôle préventif des comportements du Prolétariat Métropolitain. C'est la mémoire du possible pour ce mode de production, et non de celui de la transformation révolutionnaire qui avance sur le mot d'ordre : **l'impossible pour ce système est notre possible !**

Le Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain, au contraire, doit être capable de stimuler la construction des multiples interconnexions entre Parti et mouvements de masse, entre les divers mouvements de masse, entre les divers OMR, en construisant la communication sociale transgressive et en reconstruisant à l'intérieur de ces riches connexions, à partir et en fonction de celles-ci, une mémoire prolétaire de la Lutte Armée. Cette mémoire est un instrument indispensable pour transformer l'antagonisme prolétarien en une stratégie politico-militaire, pour la construction du pouvoir-savoir social du Prolétariat Métropolitain. Cette mémoire n'est donc pas uniquement reconstruction historique de notre passé : elle est mémoire tournée vers le futur. Plus encore : elle est mémoire d'évènements futurs !

Elle est un instrument indispensable à la capacité de projet du parti, ou mieux, à sa capacité à résoudre le problèmes stratégiques de la transition et les problèmes des masses à travers la définition des programmes. Elle est un se rappeler pour transformer, non pour conserver ; se rappeler pour accélérer et massifier la transition au Communisme. Combattre contre l'usine bourgeoise de la mémoire collective et audiovisuelle, contre les rapports sociaux de sa production-circulation, **pour une autre mémoire,** est une question vraiment décisive. Cela signifie construire un rapport avec le passé tourné vers la transition révolutionnaire au Communisme, en reconnaissant dans notre passé les germes des évènements futurs !

C'est à partir de cette mémoire qu'aujourd'hui nous voyons **la grande et victorieuse** Campagne de Printemps 78 comme l'offensive qui a posé les présupposés pour le saut à une phase plus avancée de la guerre de classe pour la transition au Communisme : de la phase de la propagande armée à la phase de la construction du Système du Pouvoir Rouge, et en particulier du Parti et des OMR. La Campagne de Printemps est contemporainement un point d'arrivée et un point de départ.

Un point d'arrivée de huit ans au cours desquels l'avant-garde guérillera, avec à sa tête les Brigades Rouges, a su enraciner la stratégie de la Lutte Armée dans le Prolétariat Métropolitain, à partir de la classe ouvrière des grandes usines, en s'étendant progressivement au prolétariat marginal et extralégal et en abattant le mur qui divisait les prisons du reste de la société.

Un point de départ pour de nouveaux pas en avant accomplis par la guérilla de 78 à aujourd'hui et synthétisés avec une évidence particulière dans les Campagnes de Printemps-Eté 81. C'est la Campagne de Printemps qui pose les éléments pour son propre dépassement, en imposant un saut de qualité dans le rapport masses-parti-masses et en mettant à l'ordre du jour le problème de la continuité de l'attaque à l'Etat, entendue comme continuation du procès d'Aldo Moro dans ses plus profonds contenus. Ce sont justement les résultats politiques obtenus par la Campagne de Printemps et développés au cours des années suivantes que la bourgeoisie veut effacer avec ce procès.

L'unique chose que cette cour puisse faire est administrer des siècles de prison ! Les seules qui puissent réaffirmer la vérité révolutionnaire sont les Brigades Rouges : c'est cette vérité que nous voulons revendiquer dans ce procès, contre le génocide de la mémoire prolétaire perpétré par la justice bourgeoise !

Dans cette salle d'audience, unis au mouvement révolutionnaire, nous continuons le procès du régime et de ses esclaves. Pour cela, nous n'avons aucun besoin d'avocats puisque nous n'avons à nous défendre de rien.

Nous révoquons donc le mandat de nos avocats de confiance et nous défions quiconque de parler en notre nom !

Relancer l'offensive prolétarienne sur le terrain du Programme Politique Général de Conjoncture, pour battre la contreoffensive de l'Etat Impérialiste des Multinationales !

Rome, 26 avril 1982

Les militants
du
Parti-Guérilla
du Prolétariat Métropolitain

(1) La "Campagne de Printemps„ est celle qui, en 1978, trouva son point le plus élevé dans le rapt d'Aldo Moro, Secrétaire général de la Dc, et l'anéantissement de son escorte, via Fani à Rome, le 16 mars, alors qu'il se rendait à la séance inaugurale de la "majorité de solidarité nationale„, avec l'appui du Pci, construction dont il était le principal artisan. Il sera exécuté par les Br 55 jours plus tard, au terme d'un retentissant procès prolétarien.

(2) L'article 4 de la loi spéciale sur les "repentis„ prévoit de considérables réductions de peine pour les traîtres qui apportent "une contribution remarquable„ à la lutte contre leurs camarades. C'est grâce à cette loi que plusieurs d'entre eux, bien que reconnus coupables d'homicide, sont déjà en liberté.

(3) La Campagne Peci est celle au cours de laquelle le "Front des prisons„ des Brigades rouges a enlevé, le 10 juin 1981, Roberto Peci, frère du traître Patrizio, qui fut exécuté au terme d'un procès prolétarien, après avoir révélé que Patrizio Peci avait été recruté par la Digos (police politique) plusieurs mois avant son arrestation "officielle„, en février 1980.
Giorgio Soldati, ancien militant de Prima linea, a été exécuté dans la prison de Cuneo, le 10 décembre 1981, par des militants du Parti-Guérilla qui le soupçonnaient de trahison.

(4) Il s'agit d'anciens dirigeants des Br qui, dans des conditions toutefois différentes, sont passés à la collaboration avec l'ennemi.

(5) Les Campagnes Printemps-Eté 81 ont vu se dérouler, pour la première fois dans l'histoire de la guérilla italienne, quatre opérations contemporaines. Le 27 avril, la colonne napolitaine enlève Ciro Cirillo, conseiller Dc de Campanie. Il sera libéré le 24 juillet, en échange de l'attribution de nombreux logements aux victimes du tremblement de terre et d'une forte rançon. Le 20 mai, à Mestre, c'est la colonne de Vénétie qui séquestre le directeur de l'usine pétrochimique Montedison, Giuseppe Taliercio, qui sera abattu le 6 juillet. Le 3 juin, c'est au tour de Sandro Sandrucci, responsable de l'organisation du travail à l'Alfa Romeo, d'être enlevé par la Colonne Walter Alasia, à Milan. Il sera relâché après 51 jours de séquestration, après que les Br aient obtenu la suppression des mises en cassa integrazione dans les établissements Alfa. La dernière opération est celle citée plus haut contre Roberto Peci.

(6) L'article 90 prévoit l'application provisoire, en situation d'urgence, de mesures extrêmement strictes à l'intérieur des prisons, sur décision des administrations pénitenciaires. Appliqué de manière systématique et reconduit depuis plus d'un an, il a pour

effet de supprimer toute possibilité de contact avec l'extérieur pour les détenus, de même que d'une prison à l'autre.

(7) le 12 décembre 1980, le juge Giovanni D'Urso, haut fonctionnaire au Ministère de la Justice, où il est responsable des conditions de détention, est enlevé à Rome par un noyau des Br. Cette initiative se dialectisera avec les prisonniers de la superprison de Trani qui, au cours d'une importante révolte, prendront 19 gardiens en otage. Dès lors, les exigences des Br et des prisonniers de Trani, rejoints par ceux du camp de Palmi, sont les mêmes : ils obtiendront ainsi la fermeture de la prison de l'île de l'Asinara, véritable enfer. La révolte de Trani sera brutalement écrasée par les carabiniers, qui paieront néanmoins cet "exploit„ de la vie d'un de leurs généraux, Enrico Galvaligi, exécuté deux jours plus tard à Rome par les Br. Le juge D'Urso sera finalement relâché le 15 janvier, après que les Comités de Lutte des prisonniers de Trani et de Palmi lui aient accordé la "suspension„ de la condamnation à mort prononcée à son encontre par les Br.

(8) La Résolution de la Direction Stratégique de décembre 1981 est un volumineux document par lequel le courant des Brigades rouges qui allait donner naissance au Parti-Guérilla sanctionne les divergences apparues au cours du débat qui traverse l'Organisation depuis de nombreux mois.

(9) Au cours du mois de janvier 1982, à la suite de la découverte du lieu où les Br pour la construction du Pcc retenaient prisonnier le général yankee J-L.Dozier, et du passage immédiat à l'ennemi de plusieurs des militants qui le gardaient, plusieurs centaines de militants sont arrêtés dans toute l'Italie. A Rome, un important coup est porté au Parti-Guérilla, dont plus de dix militants sont arrêtés, parmi lesquels des dirigeants, dont Giovanni Senzani, l'un des fondateurs, tandis qu'un important matériel est saisi. Le groupe de militants arrêtés s'apprêtait à effectuer d'importantes opérations.

(10) Le 8 février, un noyau des Br pour le Parti-Guérilla attaque la caserne de Santa Maria Capua Venere, près de Naples, et y dérobe une importante quantité d'armes lourdes. L'autre action à laquelle il est fait référence, et qui constitue le véritable acte de naissance du Parti-Guérilla, à lieu à la veille de l'ouverture du "procès Moro„. Le 12 avril, alors que Rome est placée en état de siège, un noyau armé attaque le bunker du Foro Italico où doit se dérouler le procès et blesse trois carabiniers en mitraillant un de leurs camions.

Brigades Rouges: Communiqué n°1 au Procès Moro. Le Parti Communiste Combattant.

A TOUT LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

A TOUTES LES ORGANISATIONS COMMUNISTES COMBATTANTES

Ce qui se trouve dans cette salle, malgré tous les efforts que la bourgeoisie fait pour le nier, est une terrible contradiction politique.
Une contradiction qui, du point de vue de la bourgeoisie, ne peut trouver de solution : **l'affirmation dans la métropole impérialiste de la stratégie de la Lutte Armée pour le Communisme,** en tant qu'antagonisme mortel au mode de production et au système de domination capitaliste.
Dans d'autres procès intentés aux Brigades rouges, en d'autres moments historiques, on cherchait à faire le procès de "l'idée-force„ de la guérilla comme stratégie révolutionnaire en condamnant des "individus„ dont on voulait masquer l'identité de classe.
Le "procès„ en cours représente et une continuité et une rupture avec ceux-ci, justement parce qu'avec la capture d'Aldo Moro la guérilla a cessé d'être une simple "idée-force„ pour devenir une force politique révolutionnaire, un projet politique global qui entre dans le vif de l'histoire comme proposition de pouvoir du Prolétariat Métropolitain.
L'histoire de ces dernières années de lutte prolétarienne dans notre pays le démontre de toute évidence.
Ce sont des années au cours desquelles le système bourgeois a assisté impuissant, tout en étant férocement barricadé dans la défense de ses intérêts, à l'avancée de la Lutte Armée qui a conquis des points d'appui fondamentaux sur lesquels construire le système de pouvoir prolétaire.
Ce sont des années au cours desquelles, avec d'inévitables hésitations, limites et aussi errreurs, le projet de la guérilla a réussi à pénétrer dans le tissu prolétarien, à tel point qu'il n'est désormais plus possible de l'en déraciner.
La guérilla a pu poser d'aussi profondes racines parce que, issue du Prolétariat Métropolitain, elle s'est développée, depuis sa naissance parmi les ouvriers de la Pirelli, à travers Sossi, Coco, etc. (1), en tendant à être **un projet politico-militaire global** pour la CONQUETE DU POUVOIR.
C'est au cours de ces dernières années que la guérilla a concentré son offensive sur le terrain de l'affrontement politique avec l'Etat impérialiste.
Conjoncture après conjoncture, elle a déterminé le coeur vital, le projet dominant qui a guidé les pratiques contrerévolutionnaires de tout l'appareil de la bourgeoisie. En déclenchant l'attaque contre le projet global de restructuration impérialiste, la guérilla a touché le "coeur de l'Etat„. Une fois déterminé l'aspect dominant de la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat, plus rien n'a été épargné par l'attaque de la guérilla. Depuis le pivot délégué pour mener politiquement la restructuration de l'Etat, l'immonde Parti de la Dc ; depuis les structures économiques qui devaient piloter cet Etat sur les rails obligés de la vorace et insatiable nécessité d'accumulation du capital multinational ; depuis l'ensemble des appareils militaires, avec leurs sales mercenaires déchaînés dans une pratique terroriste et meurtrière ; jusqu'à l'ensemble des moyens de la "désinformation sociale„, tant indispensables à la contrerévolution préventive et à l'obscurcissement de la conscience des prolétaires, pour faire du mensonge et de la manipulation idéologique la philosophie de ce régime.
Dans les principales zones prolétariennes où ce projet de domination s'est articulé, il a trouvé sur sa route la guérilla, comme point le plus élevé du Mouvement Prolétaire de Résistance Offensive.
L'indiscutable force de la guérilla au cours de ces années n'a donc pas été, ni seulement, ni principalement, de type militaire, mais réside dans sa capacité à exister et à se présenter comme projet politico-militaire pour la conquête du pouvoir. Ce n'est donc pas la somme des épisodes singuliers qui constitue l'essence de notre force, mais la proposition globale d'alternative de pouvoir.

La "Campagne de printemps„ de 78 constitue une étape fondamentale de ce parcours, comme authentique moment décisif dans l'histoire de la guérilla en Italie et pour l'ensemble du Mouvement Révolutionnaire dans notre pays. Elle clôt une phase, en en ouvrant dans le même temps une autre. Elle indique et trace les lignes directrices essentielles du parcours que le Mouvement Révolutionnaire doit entreprendre pour la construction du Pouvoir Prolétaire armé. Elle fonde les critères essentiels de l'agir en Parti par le biais de l'Organisation combattante, sur lequel construire la direction politico-militaire du Mouvement révolutionnaire.
Dans cette période, le projet de refondation de l'Etat impérialiste trouve sa substance dans l'ambitieuse tentative d'aggréger autour de la Dc un tas de forces et de Partis, capable de gérer la crise en fonction des exigences du capital multinational et avec des intentions antiprolétariennes déclarées. C'est le regroupement d'un arc de forces qui comptera le Parti de Berlinguer dans ses rangs, en plus des représentants traditionnels de la bourgeoisie.
Bien que semblant être une nouveauté absolue par rapport aux alchimies habituelles de la classe politique au pouvoir, ceci correspond en réalité au vieux rêve de dévitaliser l'antagonisme social, par la corresponsabilisation de ses présumés représentants institutionnels. A un Pci avide de ronger l'os d'un pouvoir dont il est exclu depuis toujours, on assigne le rôle de contrôleur, de gendarme de l'Etat infiltré dans la classe ouvrière.
Une fois déclenchée l'attaque contre la force politique principale, contre la Dc, et capturé le principal stratège de cet infâme projet, celui-ci commence irrémédiablement à agoniser le jour-même où il est inauguré. L'action de la guérilla, en attaquant le niveau le plus élevé du plan contrerévolutionnaire, enferre la bourgeoisie dans un dilemne qui n'a qu'une seule solution : SUBIR LA DEFAITE ! C'est une défaite qui met en crise tout le dispositif des forces contrerévolutionnaires, qui en désagrège la cohésion, qui en défait irrévocablement les équilibres, qui réouvre des conflits d'intérêts qui étaient en train de se résoudre autour de la Dc. Aujourd'hui encore, ici, dans cette salle, nous pouvons le vérifier.
Dans le même temps, la guérilla se met en évidence dans toute sa portée stratégique, elle se projette, par ses mots d'ordre, comme solution gagnante pour l'ensemble du Prolétariat Métropolitain. C'est à partir de ce moment que la guérilla conquiert la dimension générale d'un projet politique pour une alternative de pouvoir : un pouvoir prolétarien, révolutionnaire et communiste. C'est dans l'attaque victorieuse au "coeur de l'Etat„ que la

guérilla conquiert pour la première fois des rapports de force favorables au prolétariat.
En conquérant le terrain de l'affrontement politique avec l'Etat, la guérilla vise à la destruction et à la liquidation du pouvoir de la bourgeoisie, se présente comme projet possible et crédible de construction du système du pouvoir prolétarien.
En ce sens, la "Campagne de Printemps„ marque un point de passage et de dépassement. La Lutte Armée cesse d'être une stratégie prolétarienne possible, mais encore à vérifier, pour devenir l'unique stratégie révolutionnaire gagnante. La guérilla dépasse son caractère de propagande de la nécessité historique de la Lutte Armée, et commence à être un projet politique global pour la conquête du pouvoir par le prolétariat.
Face à ce résultat, la bourgeoisie reste effrayée et terrorisée. Parce que c'est à partir de ce moment que la guérilla, comme projet de pouvoir, devient l'ennemi mortel de la bourgeoisie impérialiste. Détruire par tous les moyens l'organisation de la guérilla devient l'obsession de la contrerévolution dans les années qui suivent.
Mais, désormais, la porte de la révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes a été grand'ouverte. En franchir le seuil devient possible. La tâche de la guérilla dans la phase qui s'ouvre est d'occuper le gigantesque espace qui s'entrouve au-delà de cette porte. De nombreux et très importants pas ont déjà été faits dans cette direction, mais il faut en effectuer d'autres, encore plus exigeants, pour que le système de pouvoir prolétarien se consolide et développe la guerre civile pour une société communiste.
Mais ici, en ce moment, il nous faut souligner que qui veut battre le projet guérillero, que qui veut liquider la possibilité qu'a le Mouvement Révolutionnaire de se constituer en système de pouvoir prolétaire armé, doit à tous prix nous faire croire que c'est depuis la "Campagne de Printemps„ et l'opération Moro qu'a commencé le déclin de la guérilla et que, de là, elle s'est engagée sur le chemin de la défaite.
Ceci n'est qu'un exorcisme de sorciers spécialistes en propagande et en mystification.
Nous affirmons que **c'est depuis la "Campagne de Printemps„ que la guérilla a finalement commencé à vaincre.**
C'est pour cela que nous, militants de l'Organisation Communiste Combattante Brigades rouges, revendiquons non seulement chaque plus petite action combattante qui nous est attribuée de manière si généreuse et flatteuse dans cette salle, mais aussi la justesse de l'ensemble de la ligne politique pratiquée par notre Organisation jusqu'ici.
Nous revendiquons aussi les limites et les erreurs qui font partie de notre parcours, conscients qu'une ligne politique juste s'affirme aussi à travers le dépassement des obstacles qui surgissent inévitablement dans la croissance non linéaire de la révolution.
Que tout cela soit vrai, l'ennemi de classe nous le confirme involontairement. Malgré toute la puissance qu'il déploie, il se sent et est constamment assiégé, perpétuellement encerclé, il sait qu'il ne peut battre politiquement la guérilla.
Les tentatives de l'anéantir ont jusqu'à maintenant été vaines, même si des succès militaires tactiques leur ont été possibles, comme cela arrive dans toute guerre.
Les efforts pour la résorber, comme cela s'était jusque là toujours passé pour toute autre hypothèse faussement révolutionnaire dans notre pays, ont été infructueux et puérils.
Pour la guérilla, le référent social ne peut qu'être le prolétariat ; et la classe ne peut voir la stratégie pour sa propre libération que dans la Lutte Armée.
Seul le prolétariat, porteur des raisons sociales qui l'érigent en classe mûre pour être dominante, peut voir dans la guérilla sa politique. Une politique prolétarienne apte à réaliser les transformations sociales pour lesquelles elle n'a jamais cessé de combattre.
La guérilla a finalement établi une ligne de démarcation au-delà de laquelle il ne peut y avoir que la destruction de la bourgeoisie comme classe et l'instauration de la dictature du prolétariat comme étape historiquement nécessaire pour la transition au communisme.
Pour cela, quels que soient les efforts, la bourgeoisie ne parvient pas à récupérer ni à déformer quoi que ce soit de ce patrimoine et de cette proposition.
Une proposition stratégique qui ne tolère ni ni subit aucune médiation et aucun conditionnement sur ses propres finalités et objectifs : **la Révolution Prolétarienne pour une société communiste.** La bourgeoisie ne peut que tenter de la nier, en créant des mythes, en falsifiant la réalité, en présentant des phantasmes.
Mais, plus elle dépeint la guérilla comme une pratique sanguinaire et insensée, et PLUS nous enrichissons notre humanité et notre intelligence collective, capable de projet social.
Plus elle affirme l'isolement de notre proposition, et PLUS nous vérifions qu'elle s'est profondément liée aux motivations et aux besoins du prolétariat.
Plus elle tente de liquider l'identité de la guérilla par des exorcismes mystifiants et rassurants, comme ce procès, et PLUS nous sommes sûrs d'avoir fait mouche !

Chers Messieurs,
Il vous est impossible d'effacer la guérilla, en la niant vous ne manifestez que votre peur et votre faiblesse politique ! Voilà le pourquoi de votre fébrile besoin de construire une "vérité„ à vous sur ces dernières années d'histoire de la Lutte Armée.
Vous avez continuellement besoin de construire ce qui doit être rappelé et comment le rappeler. De là naît votre prétentieuse tentative d'effacer jusqu'à la mémoire historique du prolétariat. Elle correspond à la nécessité qui est la vôtre de démolir les conquêtes politiques de ses luttes et la conscience que les prolétaires ont d'elles. Détruire et démolir la mémoire historique du prolétariat est la condition pour en étouffer les poussées révolutionnaires. Et c'est là l'objectif le plus ambitieux que la bourgeoisie poursuit dans cette salle.
Notre tâche ne peut donc être que de contribuer à reconstruire et à rendre vivante et utilisable la mémoire de classe, notre patrimoine d'expérience. Ceci est indispensable pour faire les pas suivants. Cependant que la bourgeoisie, à la recherche fébrile de sa "vérité„, tordue et obscure parce que visant à maintenir l'oppression et l'exploitation, ne réussit pas à sortir de manière convaincante de l'enchevêtrement de mensonges qu'elle a elle-même construit.
Notre vérité, nous l'avons déjà dite, et c'est celle du point de vue du prolétariat.
Limpide et complète comme l'imposent les exigences de libération de la révolution prolétarienne, sans secrets ni mystères. Une vérité, donc, qui ne craint jamais, même aujourd'hui dans cette salle, de se présenter pour ce qu'elle est, dans l'intégrité de son propre parcours et dans le fait de dévoiler le vrai visage de son propre ennemi.
Aucun doute, nous sommes ici pour remémorer !
Avec la modestie et l'orgueil de militants des Brigades rouges, pour ce qui nous revient et au maximum de nos possibilités, nous contribuerons, face au Mouvement Révolutionnaire, à répéter et à consolider les éléments théoriques et politiques qui ont guidé la pratique militante de notre Organisation au cours de ces années. Ils constituent les fondements à partir desquels la guérilla est déjà en train de se redéfinir pour les nouvelles tâches que la phase lui impose.
De fait, la guérilla ne s'est pas arrêtée à Moro !
De là, avec l'élan et la conscience d'avoir réalisé une victoire, elle a affronté les nouvelles tâches qui se posaient à elle. Et ce sont ces quatre dernières années.
Quatre années de Lutte Armée caractérisées par un enracinement toujours plus réel dans les masses, caractérisées par un parcours dur, contradictoire, mais extrêmement riche et propositif, années qui, alors qu'elles ont ratifié la validité historique et l'actualité de la Lutte Armée pour le Communisme, ont construit dans la pratique une première synthèse, commençant à dissoudre les noeuds politiques du passage de l'adolescence à la maturité.
Avec la "Résolution de la Direction Stratégique„ de 1980 et son explication consécutive dans la "Campagne D'Urso„, la guérilla met en relation les contenus politiques exprimés par l'antagonisme prolétaire avec l'attaque "au coeur de l'Etat„. Elle réussit donc à traduire en programme de pouvoir les contenus présents dans les luttes développées par un strate de classe, en faisant vivre dans une synthèse, dans un **dessein unitaire**, le mot d'ordre : **"Accepter la guerre, attaquer le coeur de l'Etat, organiser les masses sur le terrain de la lutte armée„.**
La "Campagne D'Urso„, bien que s'articulant dans le particulier d'un strate de classe, relance le projet de la guérilla en Italie, touche un aspect de la contradiction principale qui réunifie ce strate à tout le Prolétariat Métropolitain.
Le rapport antagoniste entre le "plan„ de l'Etat et les motivations sociales qui soutiennent les luttes prolétariennes trouve dans la "Campagne D'Urso„ une formidable première synthèse du rapport Parti-Mouvement de Masse pour le saut dans la construction du système du pouvoir prolétaire.
C'est avec ce nouveau saut que la guérilla centre l'essence politique de l'affrontement de classe, au moment où la bourgeoisie, étranglée par sa crise, attaque toujours plus durement non seulement les aspirations, les besoins et la volonté de changer de millions

de prolétaires, mais aussi pèse sur leurs conditions mêmes, les ramenant en arrière par rapport aux conquêtes de plus d'une décennie.

Se crée donc la possibilité historique, en plus de la nécessité pour le prolétariat, de transformer, de faire éclater comme lutte politique révolutionnaire, comme affrontement de pouvoir, les principales tensions vécues par la classe et sur lesquelles elle s'affronte à l'Etat.

Dès lors, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire est de se rapporter à la lutte de masse, d'en faire émerger les éléments qui réunifient les divers strates du Prolétariat Métropolitain et qui, nécessairement, **se situent sur le terrain de la conquête du pouvoir.**

C'est le saut que nous devons faire accomplir à la lutte des masses, un saut possible qui rende actuelle la victoire du prolétariat sur l'unique terrain où elle puisse être conquise.

Ne pas faire cela, s'attarder dans la continuation de la vieille phase de la propagande armée, où "l'attaque au coeur de l'Etat„ par rapport à l'organisation des masses, se limitait, en désarticulant le pouvoir, à parcourir la piste du mouvement prolétaire de résistance offensive, à travers le recrutement des avant-gardes d'un côté, et la propagande de l'idée-force de la guérilla de l'autre, signifierait aujourd'hui opérer une réduction "militariste„ de l'agir en Parti.

Dans cette phase de passage vers la guerre civile, il y a les conditions objectives pour diriger les luttes de masse à l'intérieur d'une stratégie pour la conquête du pouvoir politique.

Le projet de la classe dominante a sa propre complexité qui vit dans les formes d'oppression du prolétariat, et non en une seule force de manière prédominante, comme c'était par exemple le cas en 1978 avec la Dc. Mais les forces de ce projet **n'ont pas toutes le même poids** et, par conséquent, les luttes spontanées sur les besoins immédiats du prolétariat **n'ont pas toutes la même valeur politique** dans la tactique révolutionnaire. En effet, alors que l'antagonisme prolétarien se développe dans la lutte sur les besoins matériels, le "plan„ du capital par le biais de l'Etat suit des priorités politiques qui **ne sont pas** le reflet des luttes prolétaires, mais découlent de sa dynamique interne qui, aujourd'hui est **la tendance à la guerre.**

Tendance opposée et contemporaine à la tendance à la révolution prolétarienne qui vit dans la lutte des masses.

De ce fait, l'antagonisme prolétarien ne devient rupture révolutionnaire, dans la construction d'un système de pouvoir, que si, en son sein, l'avant-garde révolutionnaire a la capacité de saisir la stratégie differenciée qui conforme tous les "plans„ contrerévolutionnaires et fait vivre l'élément général dans le particulier.

La tâche est donc de déterminer dans chaque lutte, dans chaque besoin qui s'exprime de manière concrète et antagoniste, **l'aspect qui l'oppose de manière irréductible à la concrétisation, dans le spécifique, de la politique dominante de l'impérialisme.**

Rendre ces aspects conscients, en exalter le caractère intrinsèque de critique radicale de la société, constitue le parcours qui permet de définir le programme révolutionnaire de la classe, de sédimenter la conscience prolétaire en système de pouvoir révolutionnaire.

Le fait de ne pas avoir assumé avec la clarté nécessaire les tâches qui se posaient à l'avant-garde révolutionnaire dans la nouvelle conjoncture, a mené, dans la dernière période, à subir des défaites tactiques, que la bourgeoisie et certains de ses paladins ont confondu avec la faillite historique de la Lutte Armée.

Ces erreurs se sont aussi manifestées dans notre Organisation, en tant que partie vivante et active du Mouvement Révolutionnaire. Elles tournent autour d'une conception qui conçoit l'attaque au "coeur de l'Etat„ comme une simple désarticulation de ses appareils centraux et non, au contraire, comme **une ligne politique** qui, s'articulant en des formes d'organisation et de lutte adéquates, traverse des niveaux de conscience prolétaire différents ; et non, donc, comme indication stratégique essentielle pour l'organisation des masses dans le Système de Pouvoir Révolutionnaire.

C'est une erreur qui se présente sous deux formes dans l'actualité historique : la réduction "militariste„ et la substitution "économiste„ aux luttes des masses. C'est une erreur qui renonce au rôle de Parti politique, à la recomposition, à travers l'attaque à la politique dominante de la bourgeoisie, du Prolétariat Métropolitain comme classe consciente qui lutte sur un programme politique de prise du pouvoir.

Dans ce contexte, le concept de réajustement, comme il en est pour le concept Maoiste de "retraite stratégique„ ne signifie pas pour nous (comme a pu le croire quelque petit-bourgeois superficiel et plein d'espoir) une attente de "temps meilleurs„ un "refuge défensif parmi les masses„ ou la "redécouverte sénile de la guérilla diffuse„ etc. Il signifie au contraire concentrer et redéfinir les forces pour privilégier les objectifs prioritaires de l'affrontement, ou plutôt les objectifs qui caractérisent le rôle du Parti, qui définissent l'axe autour duquel réunifier la classe.

Comme après 1905 en Russie, comme dans la situation qui, en Chine, amena les Communistes à entreprendre fla "longue marche„ les défaites tactiques ont, en réalité, révélé la maturité historique de la question centrale : **la nécessité du saut de la guérilla au Parti pour la conquête du Pouvoir Politique et pour l'instauration de la dictature du prolétariat,** étape indispensable pour la transition au communisme.

Du côté de la bourgeoisie, la politique dominante, qui pénètre toutes les sphères de la condition prolétarienne, est mise en avant par des forces qui s'assignent le rôle de direction de la société vers la guerre interimpérialiste. Cet ensemble est bel et bien un Parti "interforces„ le Parti de la guerre impérialiste. "Parti„ qui impose désormais sa logique dans tout programme de restructuration, en la rythmant selon des temps et des modes dont les priorités sont celles de la préparation à la guerre.

Le saut que la contrerévolution a effectué se situe dans cette dynamique pré-guerrière. Un saut auquel la combattivité et la solidité interne de la guérilla l'a contrainte, mais qui a dans le même temps mis à nu les carences globales des forces révolutionnaires.

Un saut marqué d'une empreinte militaire, par le déploiement d'une stratégie qui prévoit la torture, la trahison, la dissociation et la reddition. Mais ces problèmes, avec lesquels nous devons aujourd'hui régler les comptes, sont des problèmes de croissance.

Pour cela, forts de notre patrimoine, que nous réaffirmons ici, il est possible de regarder le futur avec l'assurance de pouvoir assumer les tâches auxquelles nous sommes confrontés.

- Construire le Parti Communiste Combattant !
- Organiser les masses dans le Système du Pouvoir Prolétaire Armé pour la conquête du Pouvoir Politique !
- Contre le "parti de la guerre impérialiste„ porter l'attaque au coeur de l'Etat !
- Guerre à l'impérialisme !
Guerre à l'OTAN !

Pour tous ces motifs, pour l'identité politique, que nous revendiquons, de militants des "Brigades rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant„ nous estimons absolument superflue la présence d'avocats de la défense. La révolution prolétarienne n'a à se défendre de rien, parce qu'elle est elle-même une accusation et une condamnation du système de pouvoir et de production existant.

Nous révoquons donc le mandat de nos défenseurs.

Nous défions quiconque de prendre la parole en notre nom.

Nous considérons les défenseurs commis d'office, qui assumeraient éventuellement cette charge, comme des collaborateurs actifs de ce régime.

La guérilla les considérera de la même manière que les "défenseurs d'office„ qui ont fourni, par leur seule présence, une couverture "légale„ aux pratiques de torture à l'égard des Communistes capturés.

Couverture et complicité qu'ils paieront de l'unique manière qu'ils soient en mesure de comprendre : avec le plomb !

Rome, 10 mai 1982

Les militants de
l'Organisation Communiste Combattante
Brigades Rouges
pour la construction du
Parti Communiste Combattant

Arreni Renato, Bella Enzo, Braghetti Anna Laura, Cacciotti Giulio, Gallinari Prospero, Guagliardo Vincenzo, Jannelli Maurizio, Moretti Mario, Piccioni Francesco, Ponti Nadia, Ricciardi Salvatore, Seghetti Bruno.

(1) Il s'agit de quelques-unes, parmi les plus importantes, des premières opérations des Br. Le juge Sossi est enlevé à Gênes, le 10 avril 1974. Il ne sera libéré, le 23 mai, qu'après que les Br aient reçu des assurances sur la libération de plusieurs militants du Groupe XXII-octobre, que Sossi lui-même avait condamnés. Ceux-ci ne seront pas libérés comme prévu, mais le principal artisan de cette escroquerie, le Procureur général Francesco Coco, sera exécuté le 8 juin 1976, à Gênes, par les Brigades rouges.

Trotsky: Le Terrorisme. Chapitre tiré du livre: Terrorisme et Communisme.

Le thème principal du livre de Kautsky est le terrorisme. L'opinion selon laquelle le terrorisme appartient à l'essence même de la révolution est, à en croire Kautsky, une erreur largement partagée. Il n'est pas exact, prétend-il, que "qui veut la révolution doit prendre son parti du terrorisme„. En ce qui le concerne, Kautsky est pour la révolution en général, mais résolument contre le terrorisme. C'est là que les difficultés commencent.

"La révolution, gémit Kautsky, entraîne un terrorisme sanguinaire mis en vigueur par des gouvernements socialistes. En Russie, les bolcheviks se sont engagés les premiers dans cette voie. C'est ce qui les a fait désavouer de la façon la plus sévère par tous les socialistes qui n'admettent pas le point de vue bolchevik et au nombre desquels figurent les majoritaires allemands. Mais ces derniers ne sont pas sitôt sentis menacés dans leur domination qu'ils n'ont pas hésité à recourir à leur tour aux méthodes du terrorisme dont ils avaient condamné l'emploi en Orient„.

Il semblerait donc qu'il eût fallu tirer de ces prémisses la conclusion que le terrorisme est bien plus profondément lié à la nature de la révolution que ne l'ont pensé certains sages. Kautsky, lui, en tire une conclusion diamétralement opposée. Le développement formidable du terrorisme des blancs et des rouges dans toutes les dernières révolutions - russe, allemande, autrichienne, hongroise - prouve selon lui que ces révolutions ont dévié de leur bonne voie et qu'elles ne se sont pas montrées telles qu'elles auraient dû être conformément à ses rêveries théoriques. Sans nous attarder à discuter de "l'immanence„ du terrorisme considéré "en soi„ dans la Révolution prise, elle aussi, "en soi„ arrêtons-nous sur l'exemple de quelques révolutions, telles que nous les montre l'histoire de l'humanité.

Nous rappelerons, tout d'abord, la Réforme, qui trace une sorte de ligne de partage entre l'histoire de moyen âge et l'histoire moderne : plus elle embrassait les intérêts profonds des masses populaires, plus elle prenait d'ampleur, plus la guerre civile qui se déroulait sous les étendards religieux devenait acharnée, et plus la terreur était, des deux côtés, impitoyable.

Au XVIIème siècle, l'Angleterre accomplit deux révolutions : la première, qui provoqua de violentes secousses sociales et de longues guerres, amena, notamment, l'exécution de Charles 1er ; la deuxième s'est achevée heureusement par l'accession au trône d'une dynastie nouvelle. La bourgeoisie anglaise et ses historiens considèrent ces deux révolutions de manière bien différente : la première est à leurs yeux une abominable Jacquerie, une "Grande Rébellion„ ; la deuxième a reçu le nom de "Glorieuse Révolution„. L'historien français Augustin Thierry a montré les causes de cette différence d'appréciation. Dans la première révolution anglaise, dans la "Grande Rébellion„, c'était le peuple qui agissait, alors que dans la seconde, il est resté presque silencieux. D'où il résulte que, sous un régime d'esclavage de classe, il est bien difficile d'apprendre aux masses opprimées les bonnes manières. Lorsqu'elles sont exaspérées, elles se battent avec des épieux et des pierres, avec le feu et la corde. Les historiens au service des exploiteurs en sont parfois offusqués. Mais l'évènement capital de l'histoire de l'Angleterre moderne (bourgeoise) n'en demeure pas moins la "Grande Rébellion„ et non la "Glorieuse Révolution„.

L'évènement le plus considérable de l'histoire moderne après la Réforme et la "grande rébellion„, un évènement qui, par son importance, laisse loin derrière lui les deux précédents, a été la grande Révolution française. A cette révolution classique a correspondu un terrorisme classique. Kautsky est prêt à excuser la terreur des Jacobins, en reconnaissant qu'aucune autre mesure ne leur eût permis de sauver la République. Mais cette justification tardive ne fait ni chaud ni froid à personne. Pour les Kautsky de la fin du XVIIIème siècle (les leaders des Girondins français), les Jacobins personnifiaient le mal. Voici, dans toute sa banalité, une comparaison assez instructive entre les Girondins et les Jacobins. Nous la trouvons sous la plume d'un des historiens bourgeois français. "Les uns comme les autres voulaient la République ...„. Mais les Girondins "voulaient une République légale, libre, généreuse. Les Montagnards voulaient (!) une République despotique et terrible. Les uns et les autres se déclaraient pour la souveraineté du peuple ; mais les Girondins entendaient fort justement, sous le mot *peuple*, l'ensemble de la population ; tandis que pour les Montagnards, le peuple n'était que la classe laborieuse ; et dès lors, c'est à ces hommes seuls que devait appartenir le pouvoir„. L'antithèse entre les paladins chevaleresques de l'Assemblée constituante et les agents sanguinaires de la dictature prolétarienne est ici assez bien indiquée dans les termes politiques de l'époque.

La dictature de fer des Jacobins avait été appelée par la situation terriblement critique de la France révolutionnaire. Voici ce qu'en dit un historien bourgeois : "Les armées étrangères étaient entrées en territoire français par quatre côtés à la fois ; au nord, les Anglais et les Autrichiens ; en Alsace, les Prussiens ; en Dauphiné et jusqu'à Lyon, les Piémontais ; en Roussilon, les Espagnols. Et cela à un moment où la guerre civile faisait rage en quatre points différents, en Normandie, en Vendée, à Lyon et à Toulon„. Et nous devons encore y ajouter les ennemis de l'intérieur, les innombrables défenseurs cachés du vieil ordre de choses, prêts à aider l'ennemi par tous les moyens.

La rigueur de la dictature prolétarienne en Russie, ferons-nous remarquer, a été conditionnée par les circonstances qui n'étaient pas moins critiques. Un front ininterrompu du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Outre les armées blanches russes de Koltchak, de Denikine, etc ..., la Russie soviétique est simultanément ou successivement attaquée par les Allemands, les Autrichiens, les Tchécoslovaques, les Serbes, les Polonais, les Ukrainiens, les Roumains, les Français, les Anglais, les Américains, les Japonais, les Finlandais, les Esthoniens et les Lithuaniens ... A l'intérieur du pays, enserré par le blocus et étranglé par la faim, ce n'étaient que complots incessants, soulèvements, actes terroristes, destruction des dépôts, des voies ferrées et des ponts. "Le gouvernement qui

avait pris sur lui de lutter avec l'ennemi innombrable de l'extérieur et de l'intérieur n'avait ni argent, ni armée suffisante, en un mot, rien, sauf une énergie sans limite, un appui chaleureux de la part des éléments révolutionnaires du pays et l'audace de recourir à toutes les mesures pour le salut de la patrie, quels qu'en fussent l'arbitraire, l'illégalité et la rudesse„ : voilà en quels termes Plékhanov caractérisait autrefois le gouvernement des ... Jacobins (1).

Tournons-nous maintenant vers la révolution qui s'est produite dans la deuxième moitié du XIXème siècle aux Etats-Unis, pays de la "démocratie„. Bien qu'il se fût agi non de l'abolition de la propriété privée en général mais de l'abolition de la propriété des Noirs, les institutions de la démocratie n'en avaient pas moins été tout à fait incapables de résoudre le conflit par voie pacifique. Les Etats du Sud, battus aux élections présidentielles de 1860, avaient décidé de recouvrer à n'importe quel prix l'influence qu'ils avaient jusqu'alors exercée pour le maintien de l'esclavage des Noirs. Tout en proférant, comme il se doit, des mots sonores sur la liberté et l'indépendance, ils s'engagèrent dans la voie qui conduisait à la révolte des propriétaires d'esclaves. Toutes les conséquences ultérieures de la guerre civile devaient inéluctablement en découler. Dès le début de la lutte, le gouvernement militaire de Baltimore enfermait, malgré l'"habeas corpus„ plusieurs citoyens partisans de l'esclavage au Fort Mac Henry. La question de la légalité ou de l'illégalité de ces actes fit l'objet d'une chaude discussion entre les soi-disant "hautes autorités„. Le juge à la cour suprême Taney déclara que le président de la République n'avait le droit ni de suspendre le fonctionnement de l'"habeas corpus„ ni de donner à cet effet les pleins pouvoirs à l'autorité militaire. "Telle est probablement la solution de cette question conforme à la Constitution„, écrit un des premiers historiens de la guerre américaine, le lieutenant-colonel Fletcher. "Mais la situation était si critique, et la nécessité de soumettre la population de Baltimore si impérieuse, que les mesures arbitraires étaient soutenues à la fois par le gouvernement et par le peuple des Etats-Unis„ (2).

Certains objets dont le Sud en rébellion avait besoin lui étaient fournis secrètement par les commerçants du Nord. Dans ces conditions, il ne restait plus aux Nordistes qu'à recourir à la répression. Le 6 août 1861, une loi du Congrès sur la confiscation de la propriété privée employée à des fins insurrectionnelles fut ratifiée par le Président. Le peuple, représenté par les éléments les plus démocratiques, était en faveur des mesures extrêmes ; le parti républicain avait au Nord une majorité décisive et tous ceux qui étaient suspectés de sécessionisme, c'est-à-dire de favoriser les Etats dissidents du Sud, étaient l'objet de violences. Dans quelques villes du Nord et même dans les Etats de la Nouvelle-Angleterre, qui se glorifiaient de leur bon ordre, la population saccagea à diverses reprises les locaux de journaux qui soutenaient les esclavagistes insurgés et brisa leurs presses. On vit des éditeurs réactionnaires enduits de goudron, roulés dans des plumes et promenés par les rues dans cet accoutrement jusqu'au moment où ils consentaient à jurer fidélité à l'Union. La personnalité d'un planteur enduit de goudron n'avait que peu de ressemblance avec la "fin en soi„, si bien que l'impératif catégorique de Kant a subi, au cours de la guerre civile américaine, un coup considérable. Mais ce n'est pas tout. "Le gouvernement, nous raconte le même historien, eut recours à des mesures plus légitimes pour supprimer tous les journaux soutenant des opinions opposées à celles de l'administration. En peu de temps, la presse jusqu'alors libre d'Amérique devint aussi soumise aux autorités que celle de n'importe quel Etat autocratique d'Europe„. La liberté de parole eut le même sort. Ainsi, continue le lieutenant-colonel Fletcher, le peuple américain se vit privé à cette époque de la plupart de ses libertés. Il est à remarquer, ajoute-t-il en moraliste, que *"la majorité de la population était tellement absorbée par la guerre et si profondément disposée à consentir à tous les sacrifices pour atteindre son but que, loin de regretter la perte de ses libertés, elle semblait ne pas s'en apercevoir„*.

Les sanguinaires esclavagistes du Sud et leur valetaille déchaînée agirent avec une fureur encore plus grande. "Partout où se formait une majorité en faveur de l'esclavagisme, rapporte le comte de Paris, l'opinion publique devenait terriblement despotique à l'égard de la minorité. Tous ceux qui regrettaient le drapeau national étaient contraints au silence. Mais cela parut bientôt insuffisant. Comme il arrive dans toutes les révolutions, on contraignit les indifférents à exprimer leur attachement à la nouvelle cause. Ceux qui s'y refusaient étaient donnés en pâture à la haine et à la violence de la populace ... Dans tous les centres de la civilisation naissante (Etats du Sud-Ouest) se constituèrent des comités de vigilance composés de tous ceux qui s'étaient signalés par leur extrémisme au cours de la lutte électorale ... Le cabaret était le lieu ordinaire de réunion et l'orgie bruyante s'y mêlait à une misérable parodie des formes souveraines de la justice. Quelques énergumènes siégeant autour d'un comptoir sur lequel coulaient le gin et le whisky, jugeaient leurs concitoyens présents et absents. L'accusé, avant même d'être questionné, voyait déjà préparer la corde fatale. Et celui qui ne comparaissait pas devant le tribunal apprenait sa condamnation en tombant sous la balle du bourreau tapi dans les broussailles de la forêt ...„. Ce tableau ressemble beaucoup aux scènes qui se déroulent chaque jour dans les régions où opèrent Denikine, Koltchak, Youdénitch et autres champions de la "démocratie„ franco-anglaise et américaine.

Nous verrons plus loin comment la question du terrorisme se posait sous la commune de Paris. Quoi qu'il en soit, les efforts que fait Kautsky pour nous opposer la Commune ne sont nullement fondés et l'obligent à recourir à de bien piètres jongleries verbales.

On doit, paraît-il, reconnaître les arrestations d'otages comme "inhérentes„ au terrorisme de la guerre civile. Kautsky, adversaire du terrorisme et des arrestations d'otages, est cependant pour la Commune de Paris (il est vrai qu'elle vécut il y a cinquante ans). La Commune avait pourtant pris des otages. D'où, chez notre auteur, un certain embarras. Mais à quoi servirait la casuistique, si ce n'était dans ces circonstances ?

Les décrets de la Commune sur les otages et sur leur exécution en réponse aux atrocités des Versaillais, ont été motivés, selon la profonde explication de Kautsky, "par le désir de conserver des vies humaines, non de les détruire„. Admirable découverte ! Il ne reste plus qu'à l'élargir. On peut et on doit faire comprendre qu'en temps de guerre civile nous exterminons les gardes-blancs afin qu'ils n'exterminent pas les travailleurs. Dès lors notre but n'est pas de supprimer des vies humaines, mais bien de les préserver. Mais comme nous devons combattre pour les préserver les armes à la main, cela nous conduit à détruire des vies humaines - énigme dont le secret dialectique a été élucidé par le vieil Hegel, sans parler des sages appartenant à de plus anciennes écoles.

La Commune n'a pu se maintenir et se renforcer qu'en faisant une guerre sans merci aux Versaillais. Ceux-ci avaient à Paris bon nombre d'agents. En guerre avec les bandes de Thiers, la Commune ne pouvait faire autrement que d'exterminer les Versaillais, tant sur le front qu'à l'arrière. Si son autorité avait dépassé les limites de Paris, elle se serait heurtée - dans le développement de la guerre civile avec l'armée de l'Assemblée Nationale - à des ennemis bien plus dangereux, au sein même de la population paisible. La Commune ne pouvait pas, alors qu'elle combattait les royalistes, accorder la liberté de parole à leurs agents de l'arrière.

Kautsky, en dépit de tous les évènements actuels dans le monde, ne comprend absolument pas ce qu'est la guerre en général, et la guerre civile en particulier. Il n'arrive pas à comprendre que tout partisan de Thiers à Paris, ou presque, n'était pas simplement un "opposant„ idéologique des communards, mais bien un agent et un espion de Thiers, un ennemi mortel, guettant le moment de leur tirer dans le dos. Or l'ennemi doit être mis dans l'impossibilité de nuire, ce qui, en temps de guerre, signifie qu'il doit être détruit.

Le problème de la révolution, comme celui de la guerre, est de briser la volonté de l'ennemi, de le forcer à capituler en acceptant les conditions du vainqueur. La volonté est, assurément, un fait d'ordre psychologique, mais à la différence d'un meeting, d'une réunion publique ou d'un congrès, la révolution poursuit ses fins par le recours à des moyens matériels, bien que dans une mesure moindre que la guerre.

La bourgeoisie elle-même s'est emparée du pouvoir par l'insurrection, et l'a affermi par la guerre civile. En temps de paix, elle garde le pouvoir à l'aide d'un appareil complexe de coercition. Aussi longtemps qu'il y aura une société de classes, fondée sur les antagonismes les plus profonds, l'emploi de la répression sera indispensable

pour soumettre la partie adverse à sa volonté.

Même si, dans tel ou tel pays, la dictature du prolétariat naissait dans le cadre de la démocratie, la guerre civile ne serait pas écartée pour autant. La question du pouvoir dans le pays, c'est-à-dire la vie ou la mort de la bourgeoisie, ne se résoudra pas par des références aux articles de la Constitution, mais par le recours à toutes les formes de la violence. Quoi que fasse Kautsky pour analyser la nourriture de l'anthropopithèque (voir les pages 85 et suivantes de son livre) et les autres circonstances proches ou lointaines qui lui permettront de déterminer les causes de la cruauté humaine, il ne trouvera pas dans l'histoire d'autres moyens de briser la volonté de classe de l'ennemi que l'utilisation rationnelle et énergique de la force.

Le degré d'acharnement de la lutte dépend de toute une série de conditions intérieures et internationales. Plus la résistance de l'ennemi de classe vaincu se montrera acharnée et dangereuse, plus le système de coercition se transformera inévitablement en système de terreur.

Mais ici Kautsky prend inopinément une nouvelle position dans la lutte contre le terrorisme soviétique ; il feint tout simplement d'ignorer la furieuse résistance contre-révolutionnaire de la bourgeoisie russe. "On n'a pas observé, dit-il, semblable férocité à Pétersbourg et à Moscou en novembre 1917, et encore moins à Budapest tout récemment„ (p.102).

Par suite de cette façon heureuse de poser la question, le terrorisme révolutionnaire devient tout simplement un produit de l'esprit sanguinaire des bolcheviks, qui rompent en même temps avec les traditions de l'anthropopithèque herbivores et avec les leçons de morale du kautskysme.

La conquête du pouvoir par les Soviets au début de novembre 1917 (nouveau style) s'est accomplie au prix de pertes insignifiantes. La bourgeoisie russe se sentait tellement éloignée des masses populaires, tellement impuissante à l'intérieur, si compromise par le cours et l'issue de la guerre, si démoralisée par le régime de Kerensky, qu'elle ne se risqua pour ainsi dire pas à résister. A Pétersbourg, le pouvoir de Kerensky fut renversé presque sans combat. A Moscou, la résistance se prolongea surtout par suite du caractère indécis de nos propres actions. Dans la plupart des villes de province, le pouvoir passa aux Soviets sur un simple télégramme de Pétersbourg ou de Moscou. Si les choses en étaient restées là, il n'aurait jamais été question de terreur rouge. Mais dès novembre 1917, on voyait un début de résistance de la part des possédants. Il est vrai qu'il fallait l'intervention des gouvernements impérialistes d'Occident pour donner à la contre-révolution russe confiance en elle-même et pour ajouter une force toujours croissante à sa résistance. On peut le montrer à partir des faits, importants ou secondaires, jour après jour, pendant toute la période de la révolution soviétique.

Le "Grand Quartier Général„ de Kerensky ne sentait aucun appui dans la masse des soldats. Il était disposé à reconnaître sans résistance le pouvoir soviétique qui entamait des pourparlers avec les Allemands en vue de la conclusion de l'armistice. Mais une protestation des missions militaires de l'Entente, accompagnée de menaces directes, devait s'ensuivre. Le G.Q.G. s'effraya. Sous la pression des officiers "alliés„, il entra dans la voie de la résistance, suscitant ainsi un conflit armé et l'assassinat du chef d'Etat-Major, le général Doukhonine, par un groupe de matelots révolutionnaires.

A Pétersbourg, les agents officiels de l'Entente et tout particulièrement la Mission militaire française, agissant de concert avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, organisaient ouvertement la résistance dès le deuxième jour de la révolution. Ils mobilisèrent, armèrent et dirigèrent contre nous les junkers (aspirants officiers) et la jeunesse bourgeoise en général. Le soulèvement des junkers du 10 novembre a coûté cent fois plus de pertes que la révolution du 7 novembre. La campagne des aventuriers Kerensky et Krasnov contre Pétersbourg, suscitée au même moment par l'Entente, devait naturellement introduire dans la lutte les premiers éléments d'acharnement. Le général Krasnov fut néanmoins remis en liberté sur parole. L'insurrection de Yaroslav (au cours de l'été 1918), qui coûta tant de victimes, fut organisée par Savinkov sur les ordres de l'ambassade de France et à ses frais. Arkhangelsk fut pris selon le plan des agents militaires navals anglais, avec le concours des vaisseaux de guerre et des avions anglais. L'avènement de Koltchak, l'homme de la finance américaine, a été le fait des légions étrangères tchécoslovaques à la solde du gouvernement français. Kalédine et Krasnov (ce dernier libéré par nous), premiers chefs de la contre-révolution du Don, ne purent obtenir quelques succès partiels que grâce à l'aide financière et militaire ouverte de l'Allemagne. En Ukraine, le pouvoir soviétique fut renversé au début de 1918 par le militarisme allemand. C'est avec l'aide financière et technique de la France et de la Grande-Bretagne que l'armée contre-révolutionnaire de Denikine fut créée. Ce n'est que dans l'espoir d'une intervention de l'Angleterre et par suite de son appui matériel que l'armée de Youdenitch fut organisée. Les politiciens, les diplomates et les journalistes des pays de l'Entente débattent en toute franchise depuis deux ans pour déterminer si la guerre civile en Russie est une entreprise suffisamment avantageuse pour qu'on puisse la financer. Dans ces conditions, il faut vraiment avoir un crâne dur comme la pierre pour rechercher les causes du caractère sanglant de la guerre civile en Russie dans la mauvaise volonté des bolcheviks et non dans la situation internationale.

Le prolétariat russe s'est engagé le premier dans la voie de la révolution sociale, et la bourgeoisie russe, politiquement impuissante, n'a osé s'opposer à sa propre expropriation politique et économique que parce qu'elle voyait partout ses aînées au pouvoir nanties de toute la puissance économique, politique et, dans une certaine mesure, militaire.

Si notre révolution d'octobre s'était produite quelques mois ou même quelques semaines après la conquête du pouvoir par le prolétariat en Allemagne, en France et en Angleterre, il ne peut y avoir de doute que notre révolution aurait été la plus "pacifique„, la moins "sanglante„ des révolutions possibles ici-bas. Mais cet ordre historique - à première vue le plus "naturel„ et en tout cas le plus avantageux pour la classe ouvrière russe - n'a pas été enfreint par notre faute, mais par la faute des évènements : au lieu d'être le dernier, le prolétariat russe a été le premier. C'est précisément cette circonstance qui a donné, après la première période de confusion, ce caractère acharné à la résistance des ex-classes dominantes de Russie et qui a obligé le prolétariat russe, à l'heure des plus grands dangers, des agressions de l'extérieur, des complots et des soulèvements à l'intérieur, à recourir aux cruelles mesures de la terreur d'Etat.

Personne ne prétend plus maintenant que ces mesures aient été inefficaces. Mais peut-être exige-t-on qu'on les considère comme ... "inadmissibles„ ?

La classe ouvrière, qui s'est emparée du pouvoir en combattant, avait pour tâche et pour devoir de l'affermir inébranlablement, d'assurer définitivement sa domination, de couper toute envie de coup d'Etat chez ses ennemis et de se donner, par cela même, la possibilité de réaliser les grandes réformes socialistes. Ou alors il ne fallait pas prendre le pouvoir. La révolution n'implique pas "logiquement„ le terrorisme, de même qu'elle n'implique pas "logiquement„ l'insurrection armée. Quelle grandiloquente banalité ! Mais la révolution exige en revanche de la classe révolutionnaire qu'elle mette tous les moyens en oeuvre pour atteindre ses fins ; par l'insurrection armée, s'il le faut ; par le terrorisme, si c'est nécessaire. La classe révolutionnaire, qui a conquis le pouvoir les armes à la main, doit briser et brisera les armes à la main toutes les tentatives qu'on fera pour le lui arracher. Partout où elle se trouvera en présence d'une armée ennemie, elle lui opposera sa propre armée. Partout où elle sera confrontée à un complot armé, un attentat, une rébellion, elle infligera à ses ennemis un châtiment impitoyable. Peut-être Kautsky a-t-il inventé d'autres moyens ? Ou bien peut-être ramène-t-il toute la question au *degré* de répression et propose-t-il de recourir dans tous les cas à l'emprisonnement plutôt qu'à la peine de mort ?

La question des formes et du degré de la répression n'est évidemment pas une question "de principe„. C'est une question d'adaptation des moyens au but. A une époque révolutionnaire, le parti qui a été chassé du pouvoir, qui ne veut pas admettre la stabilité du parti dirigeant, et qui le démontre par la lutte forcenée qu'il mène contre lui, ce parti ne se laissera pas intimider par la menace des emprisonnements, puisqu'il ne croit pas qu'ils dureront. C'est précisément par ce fait simple mais décisif que s'explique la fréquence des exécutions dans la guerre civile.

Mais peut-être Kautsky veut-il dire que la peine de mort n'est pas, en général, conforme au but qu'on veut atteindre, et qu'on ne peut pas "effrayer les classes„ ? Ce n'est pas vrai. La terreur est impuissante - et encore n'est-ce qu'en "fin de compte„ qu'elle l'est - si elle est appliquée par la réaction contre la classe historiquement montante. Mais la terreur peut être très efficace contre la classe réactionnaire qui ne veut pas quitter la scène. L'*intimidation* est un puissant moyen d'action politique, tant dans la sphère internationale qu'à l'intérieur. La guerre, de

même que la révolution, repose sur l'intimidation. Une guerre victorieuse n'extermine en règle générale qu'une petite partie de l'armée vaincue, mais démoralise ceux qui restent et brise leur volonté. La révolution agit de même : elle tue quelques individus, elle en effraie mille. Dans ce sens, la terreur rouge ne se distingue pas en principe de l'insurrection armée, dont elle n'est que la continuation. Ne peut condamner "moralement„ la terreur d'Etat de la classe révolutionnaire que celui qui rejette par principe (en paroles) toute violence, quelle qu'elle soit - et donc toute guerre et tout soulèvement. Mais il faut n'être pour cela qu'un quaker hypocrite.

"Mais alors, en quoi votre tactique se différencie-t-elle de celle du tsarisme ?„ nous demandent les pontifes du libéralisme et du kautskysme.

Vous ne le comprenez pas, faux dévots ? Nous allons vous l'expliquer. La terreur du tsarisme était dirigée contre le prolétariat. La gendarmerie tsariste étranglait les travailleurs qui militaient pour le régime socialiste. Nos Commissions Extraordinaires fusillent les propriétaires fonciers, les capitalistes, les généraux qui s'efforcent de rétablir l'ordre capitaliste. Vous saisissez cette ...nuance ? Oui ? Pour nous, communistes, elle est tout à fait suffisante.

(1) "Le Social-Démocrate„, *Panorama politique et littéraire trimestriel,* Londres, 1890. Article sur "Le centenaire de la Grande Révolution„, pp.6-7.

(2) Lieut-colonel Fletcher, *History of the American War,* London, 1865-66. Les passages cités dans ce chapitre se trouvent pp.96 et 165-166.

*** Notes des éditeurs**

Ce chapitre sera publié en deux fois.

La brochure de Kautsky à laquelle Trotsky fait référence est *Der Weg zur Macht,* Berlin, 1909.
Traduction française : *Le Chemin du Pouvoir,* Paris, 1910 (réédition Anthropos, Paris, 1969).

La deuxième partie du chapitre sera publiée dans Ligne Rouge n°3.

Communiqués et chronologies: Brigade de la colère.

COMMUNIQUE N°1
2/3 Décembre 1970

Frères et soeurs,

Nous nous attendions à ce que la nouvelle du mitraillage de l'Ambassade d'Espagne à Londres soit bloquée par la presse bourgeoise. C'est la troisième fois depuis le mois dernier que le système a baissé le masque avec sa soi-disante liberté d'information et tente par la censure de cacher sa vulnérabilité.

Ils savaient la vérité à la BBC un jour avant la farce de Miss Monde. Ils savaient la vérité derrière les destructions des propriétés des juges. Ils savaient la vérité derrière les quatre Banques Barclays qui furent brûlées ou détruites. Ils savent aussi que l'opposition active à leur système s'étend. Les "Angry Brigades„ ne revendiquent pas la responsabilité de tous ces attentats. Nous pouvons nous faire entendre de plusieurs façons. Nous avons mitraillé l'Ambassade d'Espagne en solidarité avec nos frères et nos soeurs Basques. Nous avons pris garde à ne pas tuer les porcs gardant le bâtiment représentant le capital britannique et le fascisme espagnol. Si la Grande-Bretagne coopère avec la France dans un lynchage légal en cachant la vérité, nous changerons de cibles.

Solidarité. Révolution. Amour.

N.B. Le 20/11/70, lors de la retransmission de l'élection de Miss Monde, un camion de la BBC est détruit par l'explosion d'une bombe.

COMMUNIQUE N°4

Nous ne sommes pas des mercenaires. Nous avons attaqué les propriétés, pas les gens ; Carr, Rawlinson, Waldron seraient tous morts si nous l'avions souhaité.

Les Fascistes et les agents du gouvernement sont les seuls à s'attaquer à la foule (attentat au West Indian Party dans Londres-Sud, et au cinéma West End).

La démocratie britannique est basée sur plus de sang, de terreur et d'exploitation que n'importe quel empire dans l'histoire.

Les crimes contre le peuple effectués par une police brutale ne seront pas rapportés par les médias. A présent, le gouvernement a déclaré une guerre de classe vicieuse. La loi Carr (NDT : loi anti-grève) tente d'en faire une guerre d'un seul côté.

Nous commençons à nous battre à notre tour. Et la guerre sera gagnée avec la classe ouvrière organisée à l'aide des bombes.

NDT:
Carr : Ministre de l'emploi et de la production.
Rawlinson : Commissaire de la police métropolitaine.
Waldron : Procureur général.
West-End : une bombe non revendiquée fait deux morts dans un cinéma.

CHRONOLOGIE SUCCINTE DES PRINCIPALES ACTIONS.

1967

21 août :
Trois hommes armés mitraillent la section consulaire de l'ambassade des Etats-Unis, en solidarité avec le peuple vietnamien. L'action est revendiquée par le "groupe du 1er mai„.
5 des camarades de ce groupe étaient arrêtés en Espagne pour avoir essayé d'enlever le chef d'une base aérienne U.S.

Novembre :
Explosion simultanée de l'ambassade de Grèce, de Bolivie et d'Espagne à Bonn et de l'ambassade du Vénuézuéla à Rome, en solidarité avec les guérillas d'Amérique Latine et contre les régimes fascistes en Europe, par le "groupe du 1er mai„. Le même jour, une bombe détruit l'office du tourisme Espagnol à Milan et une autre détériore l'ambassade de Grèce et celle des Etats-Unis à La Hague.

1968

3 mars :
6 bombes endommagent des missions diplomatiques à Londres, la Hague, Turin. L'action est revendiquée par le "groupe du 1er mai„.

10 septembre
7 anarchistes sont arrêtés en Espagne ; accusés de conspirer avec le "groupe du 1er mai„. L'information qui a permis de les arrêter a été fournie par la branche spéciale de Scotland Yard.

15 octobre :
Le musée impérial de la guerre est incendié.

9 février :
Explosion à la banque d'Espagne, à Liverpool.

15 mars :
2 anarchistes, Alan Barlow et Phil Cawer, sont arrêtés immédiatement, après une forte explosion à la banque de Bilbao à Londres. On trouve sur eux une lettre revendiquant l'action, au nom du "groupe du 1er mai„.

16 août :
Explosion à la maison de Sandys Duncan, député.

17 août :
Bombe à l'ulster office de Londres.

19 août :
Bombe dans le centre de recrutement militaire de Brighton.

1970

10 février :
Ian Purdie est emprisonné 9 mois, pour avoir lancé une bombe au pétrole contre l'ulster office de Saville Raw au cours d'une manifestation pour la défense des droits civiques en Irlande.

4 mai :
Bombe à l'ambassade U.S. de Londres.

10 mai :
Bombe incendiaire à la compagnie aérienne Ibéria à Londres.

19 mai :
Bureau du parti conservateur incendié à Wembley.

22 mai :
Un engin explosif puissant est découvert dans un nouveau poste de police à Paddnig-

ton. 1ère action qui sera revendiquée, plus tard, par les "Brigades de la colère„.

10 juin :
Parti conservateur de Brixton incendié.

30 juin :
Explosion du dépôt de l'armée à Kimber Road à Londres.

3 juillet :
Bombes explosant simultanément à Paris et à Londres contre l'office du tourisme Espagnol et l'ambassade d'Espagne et de Grèce.

7 juillet :
A Londres-sud, bureau de recrutement de l'armée incendié. Centre d'entraînement des officiers à Holborne, incendié.

10 juillet :
Maison des policiers en retraite, incendiée.

18 août :
Bombe au bureau d'Ibéria, à Londres.

30 août :
La maison du commissaire de la police métropolitaine de Londres, Sir John Waldron, est endommagée par une explosion. L'attentat n'est pas relaté dans la presse.

8 septembre :
La résidence londonienne de Sir Peter Rawlinson, attorney général, est détruite. Encore une fois, l'attentat n'est pas rapporté par la presse.

21 septembre :
Parti conservateur de Wimbledon, incendié.

26 septembre :
Incendie au bureau d'Hampstead du parti conservateur.
Bombe explosant devant la banque Barclays à Heattirow.
Bombe explosant simultanément au bureau d'Ibéria de Genève, Frankfurt, Paris et Londres.

8 octobre :
Deuxième explosion à la maison de Rawlinson.

9 octobre :
Centre commercial Italien de Londres incendié. Attaque simultanée à Manchester, Birmingham et Paris contre des bâtiments d'Etat Italien. Ces attaques sont faites à la mémoire de Giuseppe Pinelli, anarchiste Italien "suicidé„ par la police en 1969.

24 octobre :
Dweng council wakers strike, une bombe explose in head office cleausing departement, Greenford

26 octobre :
Bâtiment administratif du campus universitaire, incendié.
Bombe à la banque Barclay à Stock Newington.

20 novembre :
Un camion de la B.B.C., servant à la retransmission de l'élection de Miss Univers à l'Albert-hall de Londres, explose. Action revendiquée par les "Brigades de la colère„.

3 décembre :
Mitraillage de l'ambassade d'Espagne à Londres pour protester contre le procès de 6 nationalistes basques à Burgos. Action non relatée par la presse.

8 décembre :
Grande manifestation contre la loi anti-grève du gouvernement Tory.
Dans les premières heures du 9 décembre, le ministère de l'emploi et de la productivité à Saint James Square à Londres, explose. Action revendiquée par les "Brigades de la colère„.

1971

12 janvier :
Des milliers d'ouvriers participent à une manifestation contre la loi anti-grève ; la maison de Robert Carr, Ministre de l'Emploi, est endommagée par une explosion. Revendiqué par l'"ANGRY BRIGADE„.
La répercussion de cet attentat est très importante, un groupe spécial de la "Special Branch„ de Scotland Yard est créé pour démanteler l'"ANGRY BRIGADE„. le "Daily Mirror„ offre 10.000 Livres à tout informateur.

Communiqué de l'ARC (Alliance Révolutionnaire des Caraïbes).

Une nouvelle fois, l'ARC a frappé, dans la nuit du 30 août 1983, des symboles du colonialisme français : 2 bâtiments abritant les commissariats et tribunaux d'instance de Paris. C'est une première réponse aux actions répressives, discriminatoires et racistes engagées par le gouvernement français vis-à-vis des émigrations guadeloupéenne, guyanaise, martiniquaise, notamment contre leur radio : Radio Voka. En effet, le gouvernement colonialiste, incapable d'assurer sa propre démocratie, a choisi le camp de la répression. C'est un acte politique que de faire taire Radio Voka, radio indépendantiste et anticolonialiste. Il viole ses propres lois quand, face à la montée du racisme (assassinats d'immigrés, Michel Moisa), il adopte la politique de l'autruche.
L'ARC frappera de nouveau et à d'autres niveaux si le colonialisme français et ses valets continuent dans la voie répressive.
Peuple français, c'est en ton nom qu'on occupe nos pays, c'est en ton nom qu'on envoie des troupes au Tchad, c'est en ton nom qu'on a cassé la Radio Voka ... C'est la même politique coloniale violente qui continue. L'ARC lance un appel solennel aux démocrates français à soutenir notre cause. C'est une lutte solidaire que mènent nos frères immigrés sur le sol français.
Patriotes émigrés Guadeloupéens, Guyanais, Martiniquais, la lutte continue plus que jamais, il faut s'organiser et s'unir pour riposter et tenir le front de la lutte dans le ventre de la bête immonde. Personne n'arrêtera la marche de l'Histoire. Qu'importe les sacrifices, nos peuples seront souverains dans des pays indépendants. La voix indépendantiste et anticolonialiste se fera de nouveau entendre afin qu'on sache qu'hier Giscard et aujourd'hui Mitterand trompe le peuple français.

L'INDEPENDANCE OU LA MORT
A.R.C.
(ALLIANCE REVOLUTIONNAIRE CARAIBE)

Communiqué des prisonniers du PCE(r) et des G.R.A.P.O.

Suite aux informations diffusées par la radio, la presse et la télévision concernant de soi-disant négociations qui auraient récemment eu lieu dans la prison de Herrera de la Mancha, entre des militants du PCE(r), des GRAPO et des fonctionnaires envoyés par le Gouvernement, nous, prisonniers politiques de ces deux organisations à Herrera de la Mancha nous nous voyons dans l'obligation de donner les précisions suivantes :

1) il est de notoriété publique que depuis longtemps notre mouvement de résistance a exposé les objectifs les plus immédiats de la lutte ouvrière et populaire en les faisant connaître par tous les moyens à sa portée et chaque fois que l'occasion lui en a été donnée. Ces objectifs sont recueillis dans le Programme en Cinq Points que défendent nos organisations :

1. AMNISTIE totale, abrogation des lois répressives.
2. EPURATION de leurs éléments fascistes du haut commandement de l'armée, de la police et de la Garde Civile et des tribunaux et autres institutions de l'Etat.
3. LIBERTES POLITIQUES ET SYNDICALES sans aucune restriction. Amélioration des conditions de vie du peuple. Droit à l'autodétermination des nationalités.
4. SORTIE IMMEDIATE de l'Espagne de l'OTAN. Démantèlement des bases yankees.
5. DISSOLUTION DU PARLEMENT ACTUEL, convocation d'élections libre et élaboration d'une Constitution véritablement démocratique.

Toutes nos activités tendent à la concrétisation le plus rapidement possible et avec le coût en vies humaines le moins élevé possible de ce programme minimum qui représente les intérêts et les aspirations actuels du peuple. Par conséquent, personne ne peut mettre en doute notre ferme résolution de poursuivre la lutte jusqu'à la fin pour conquérir ce programme. Nous sommes conscients que ce ne sera pas facile et que, dans tous les cas, nous n'y serons arrivés que lorsque, dans tout le pays, des centaines de milliers, des millions de travailleurs, dans les usines et dans les campagnes, dans les rues, les centres urbains et universitaires se mobiliseront résolument contre l'état actuel des choses, et le transformeront dans un sens favorable à la cause démocratique.

2) C'est pour faciliter l'incorporation des travailleurs et de tous les véritables démocrates antifascistes à la lutte active en faveur d'un changement réel de situation du pays, que, depuis longtemps, notre mouvement organisé propose une issue négociée à la situation actuelle. Au cas où elle serait rejetée par le Gouvernement, cela ne ferait que révéler, une fois de plus, son caractère social-fasciste, justifiant on ne peut mieux la lutte de résistance armée que nous menons contre lui.

Aujourd'hui, il est déjà clair que ni le Gouvernement, avec ses lois répressives qui violent toute véritable liberté, ni la légion de fins limiers et de tortionnaires à son service ne sont capables d'infliger une défaite aux organisations de guérilla et qu'ils ne pourront pas non plus freiner le développement massif du mouvement révolutionnaire. Ainsi ne dépend-il que du Gouvernement et de l'oligarchie monopoliste financière pour que ce mouvement adopte des voies relativement pacifiques: qu'ils acceptent sous la pression des masses et du mouvement révolutionnaire d'appliquer une politique moins répressive et plus favorable aux intérêts populaires ; ou alors, à brève échéance, ils devront faire face à une radicalisation du mouvement ouvrier et populaire, ce qui, dans la phase actuelle d'aggravation aigue de la crise ne peut conduire qu'à la liquidation définitive du régime fasciste monopoliste qui domine encore en Espagne.

3) C'est dans ce cadre que doit se comprendre la proposition présentée par nos représentants lors des conversations qu'ils ont eues à Herrera de la Mancha, pendant le mois de juillet, avec des représentants du Gouvernement, et que nous transcrivons ci-dessous :

- La négociation ne sera possible qu'à partir du moment où les conditions favorables à sa réalisation existeront. Ces conditions ne seront pas déterminées par la "défaite„ ou la "victoire„ des adversaires. Elles seront plutôt le résultat de l'impossibilité réelle pour chaque partie d'infliger une défaite ou de remporter la victoire. Ce sont ces circonstances et la situation économique, politique et sociale générale qui font qu'une issue négociée devient nécessaire et souhaitable pour tous. Par conséquent, si le Gouvernement a l'intention de négocier sérieusement, il devra renoncer à toute propagande démagogique tendant à présenter les militants antifascistes et patriotes, qui recherchent une juste issue politique, comme des "vaincus„ ou, pis encore, comme des "renégats„ de la cause démocratique et populaire pour laquelle ils ont lutté et pour laquelle, sans le moindre doute, ils continueront à lutter sans ménager leurs efforts et leurs sacrifices.

- Les GRAPO n'acceptent pas, comme condition préalable à la négociation, un cessez-le-feu de leur activité armée. Le Gouvernement a déjà eu la possibilité d'amorcer des conversations lorsqu'en novembre 1982, les GRAPO faisant preuve de leur disponibilité au dialogue ont décrété un cessez-le-feu unilatéral afin de faciliter la réalisation des promesses électorales du PSOE, l'une d'entre elles étant d'arriver à une juste solution du dit problème de la "violence„. Mais au lieu de trancher ces problèmes dans un sens favorable à la cause démocratique, le Gouvernement a interprété ce geste de bonne volonté comme un signe de faiblesse de la guérilla et il a accru son arsenal de lois répressives, allant jusqu'à l'assassinat de Martin Luna. Tout cela obligea la guérilla à reprendre les actions armées. Par conséquent, c'est maintenant au Gouvernement à faire le premier pas, à répondre de façon positive à cette volonté de négocier proclamée et prouvée à plusieurs reprises par notre mouvement.

- Nous suspendrions l'action armée à partir du moment même où les prisonniers politiques du PCE(r) et des GRAPO commenceraient à être libérés avec l'engagement ferme de notre part de maintenir le cessez-le-feu tant que le Gouvernement remplira, en ce qui le concerne, l'engagement de libérer tous les prisonniers dans un délai qui doit être déterminé. Dans ce but, nous annexions trois listes de tous les prisonniers du PCE(r) et des GRAPO qui se trouvent actuellement en prison, avec ordre de priorité de libération pour la première liste, qui comprend 46 prisonniers. Le délai de libération

ne devrait, en aucun cas, être supérieur à six mois, à partir du début de la négociation formelle. La deuxième liste comprend 15 prisonniers et ils seraient remis en liberté dans un délai maximum de six mois à partir de l'accomplissement du premier délai ; les 29 prisonniers de la troisième et dernière liste, sortiraient dans un délai maximum d'une année à partir de la conclusion du deuxième délai. Il devra être assuré que dans un délai maximum de deux ans, à partir de la négociation formelle, tous les prisonniers du PCE(r) et des GRAPO seront libérés. Il est clair que la négociation pourrait être conclue dans un délai plus court et c'est ce que nous souhaitons.

- Nous considérerions la négociation comme close lorsque le dernier prisonnier serait hors de prison dans le délai fixé plus haut. Si ces conditions ne sont pas remplies, rien n'aura été résolu et, en ce qui nous concerne, nous nous considérerions libres de tout engagement.

Si les conditions énumérées plus haut sont remplies, nous considérerions que les accords ont été remplis et il serait alors procédé à la dissolution des GRAPO et à la légalisation du PCE(r). Jusqu'à ce moment, les militants qui seraient remis en liberté se réintégreraient à la vie normale et leurs activités politiques se dérouleraient dans une semi-légalité tolérée.

4) Par ces propositions concrètes, notre mouvement donne la preuve, une fois de plus, de sa position claire et conséquente et de son sérieux dans la recherche d'un accord qui lui permette en même temps de progresser pour atteindre ses objectifs sans que le sang ne soit versé. Mais le gouvernement est resté sourd à ces propositions que nous considérons justes, offrant finalement de libérer en septembre les prisonniers du PCE(r) et des GRAPO qui ont accompli leur condamnation et d'autres auxquels il reste quelques mois à purger.

Il est évident que le Gouvernement du PSOE ne veut pas se compromettre afin de trouver une solution à ce problème et que, comme tous les problèmes qui affectent la vie du pays, il suit la même ligne que ses prédécesseurs de l'UCD. D'où pourquoi, en ce qui nous concerne, nous n'avions accepté aucun compromis qui supposerait l'abandon de la lutte armée ni quoi que ce soit qui puisse affaiblir le mouvement de résistance populaire. Cependant notre mouvement ne rejette aucune ouverture, aussi limitée et timide soit-elle. Par conséquent, nous déclarons que si la mesure proposée par le Gouvernement (la libération, en septembre, d'un certain nombre de prisonniers) est une mesure pouvant déboucher sur une négociation sérieuse, dans les termes déjà exposés, ce ne sera pas nous qui assumerons la responsabilité de l'interruption de ce processus. Dans tous les cas, notre mouvement agira en conformité avec la politique suivie par le Gouvernement.

Mais il est clair qu'en aucun cas nous n'admettrons (et nous ne resterions pas impassibles) que sous couvert de ces mesures timides et insuffisantes, qui ne résoudront rien, le stupide montage de "reddition„ soit mis en marche, selon la ligne provocatrice des campagnes "anti-terroristes„ des gouvernements antérieurs et que, ces derniers jours, certains organes de presse ont déjà repris. Il est clair que continuer sur cette lancée serait une preuve de mauvaise volonté et qu'ils se préoccupent très peu, contrairement à leurs dires, des victimes qu'eux-mêmes provoquent, avec leur attitude fasciste et irrationnelle.

Nous sommes profondément pacifiques et nous l'avons prouvé à de nombreuses reprises ; nous avons enduré et nous continuerons à endurer tout comme nos familles la violence institutionnelle, la persécution la plus féroce, la torture, de longues années de prison dans les pires conditions que l'on puisse imaginer, le lâche assassinat de nos meilleurs hommes et femmes ; mais le fascisme ne se condidère pas encore satisfait, il veut en plus nous faire abjurer nos idéaux, un projet de vie meilleur pour tous les travailleurs, que nous cessions de nous proclamer communistes et d'agir comme tels. Inutile de dire ce qu'une prétention de ce genre peut avoir d'absurde et de ridicule, mais ce n'est pas ce qui les empêche d'essayer et ils ne renoncent pas à leur volonté de présenter les choses sous un jour qui permettrait à quelques-uns de croire qu'ils ont effectivement réussi à nous faire courber l'échine.

5) Voilà le but de la nouvelle campagne d'intoxication de l'opinion publique qui a été lancée ces derniers jours à travers plusieurs moyens de propagande. Comme à l'accoutumée, la revue "Cambio 16„ s'est distinguée dans ce travail. Comme tout le monde le sait dans les milieux journalistiques, cette revue est spécialisée dans la désinformation et dans la guerre psychologique que l'impérialisme applique contre le mouvement ouvrier et progressiste. Il ne faut donc pas s'étonner si cette fois encore, c'est cette succursale de la CIA, cette machine à fabriquer des mensonges, cette mafia des "16„ qui, sans perdre une minute, s'est lancée dans la falsification de l'affaire de la soi-disant négociation.

Un détail grotesque, qui est un exemple de la valeur morale de ces canailles fascistes et des trucs stupides dont ils usent. Alors que nous leur avions catégoriquement refusé une entrevue (car nous savions qu'ils tenteraient de la manipuler à leurs propres fins mercenaires), ils insistèrent en envoyant, le 2 août, le télégramme suivant à Manuel Pérez (Arenas) : "je souhaite avoir une entrevue avec toi. Thème de ton choix. Je te prie de l'autoriser. Juan Gomez Puiggros Cambio 16„. Et ceci alors qu'ils étaient sur le point de lancer le numéro de leur répugnante revue qui sert de support à leur nouvelle et venimeuse campagne ! Ainsi donc, si nous avions mordu à l'hameçon, si nous avions accédé à leur "désir„, Cambio 16 aurait utilisé nos propres paroles et notre image afin de donner un air de sérieux et de vraissemblance à leur désinformation.

6) Il est donc clair maintenant qu'il n'y a pas eu de négociation, que ce n'est là que l'invention des moyens de désinformation afin de nous faire passer pour ce que nous ne sommes et ne serons jamais ; et il n'y a jamais eu d'accord, précisément parce que nous ne sommes pas disposés à entrer dans le sale jeu, immoral et dépourvu de principes où ils voudraient nous faire entrer.

Tout cela était très clair dès le début des conversations. Mais il est évident que maintenant on cherche à minimiser aux yeux de l'opinion publique les effets politiques d'un fait aussi éloquent que celui d'avoir dû "négocier„ avec des "terroristes„ ainsi qu'ils aiment nous appeler, avec des gens "obscurs„ ou "étrangers„. Mais il semblerait que le Gouvernement ait su qui nous étions et où nous trouver ; maintenant il sait également, car nous le lui avons fait savoir de façon directe, ce que nous cherchons. Il aura finalement appris que non seulement il n'a pu nous vaincre, mais qu'en plus il ne pourra pas non plus acheter nos consciences de communistes, d'ouvriers conscients et honnêtes.

Le Gouvernement du PSOE est en train de suivre la même politique que ses prédécesseurs de l'UCD, une politique au service des intérêts des grands monopoles et il est déjà prouvé qu'il ne renoncera pas. Ce seront les masses ouvrières et populaires qui, en descendant dans la rue, en réalisant des grèves et des manifestations, en résistant à sa politique répressive et spoliatrice, en soutenant les actions de la guérilla populaire, qui, soit leur feront entendre raison, soit les obligeront à se démasquer et à se décanter définitivement. Le mouvement ouvrier et populaire et ses organisations d'avant-garde peuvent être assurés que, dans ce combat, nous serons toujours à leur côté.

Notre position est claire. Nous ne renoncerons jamais à lutter pour les intérêts sacrés de la cause ouvrière et populaire ; si cette lutte peut être menée pacifiquement, nous le ferons, si, au contraire, cela s'avère impossible, nous continuerons à user des armes.

A LIRE, REPRODUIRE ET DIFFUSER

10/08/1983

Ligne Rouge est un projet militant d'édition anti-impérialiste.

Le collectif animant le projet des éditions Ligne Rouge limite les activités de Ligne Rouge à la seule production et distribution la plus large de recueils de documents anti-impérialistes offensifs dont il estime réel l'intérêt apporté par ces derniers au mouvement communiste révolutionnaire.

Si le choix de ces documents est partisan dans la mesure où l'identité politique des militants animant Ligne Rouge détermine globalement cet outil, il est néanmoins large puisque la publication de textes vis-à-vis desquels certains membres voire la totalité du collectif se démarque politiquement est parfaitement envisageable, Ligne Rouge n'étant pas l'expression d'une organisation mais un outil d'information, de réflexion et ainsi de combat á la disposition de tous.

Ces documents (textes, interviews, communiqués...) pris en charge par Ligne Rouge recouvrent donc des réalités multiples du combat anti-impérialiste, ils proviennent de pôles politiques différents, de plusieurs époques historiques, de divers pays et continents.

Briser le black-out qui vise certaines facettes - et non des moindres - du combat anti-impérialiste, rompre d'avec les pratiques de censures et d'auto-censure dans lesquelles on se réfugie frileusement, extraire les textes hors des cercles d'initiés couvrant jalousement et stérilement leurs monopoles militants, fouiller dans le passé du mouvement révolutionnaire pour confronter sereinement les expériences hâtivements oubliées avec notre situation, bref, arracher du silence et porter massivement au grand jour notre patrimoine - passé ou présent - de révolutionnaire et l'affirmer comme arme pour notre devenir.

Voilà la tâche que s'est fixé Ligne Rouge, à travers un premier outil : le cahier mensuel des éditions Ligne Rouge.

Ces cahiers présenteront plusieurs documents dont les origines différentes seront volontairement choisies, afin de briser les fausses cloisons de sectes, et d'obtenir des confrontations que nous espèrerons fertiles entre textes anciens et nouveaux, entre documents venant des centres impérialistes et de libération nationales etc...

Afin de nous restituer notre mémoire, de nous donner une vision plus large, plus précise et plus correcte de l'affrontement aujourd'hui, afin donc de nous donner ces armes dans notre combat présent et futur contre l'impérialime, le collectif des éditions Ligne Rouge lance un appel à tous les éléments anti-impérialistes offensifs, à toutes les organisations révolutionnaires, à travers cet outil-qui est le leur.

contact:
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 09/83 - Brigades Rouges: deux textes sur la condamnation de R. Peci / B.R.: Lettre ouverte à A. Buonavita qui a été brigadiste / GFPI: Attaque contre l'ambassadeur de RFA / FARL: Exécution de Barsimantov / 15-21/7: 2 actions anti-impérialistes à Paris / La guerre des partisans, Lenine / "Mvt du 2 juin": Déclaration de dissolution / Prog. Com. n°11: "Auschwitz ou le grand alibi"

